

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 627**10 novembre 1997****SOMMAIRE**

Airbus Ré S.A., Luxembourg	page 30057	F.C. Brouch, A.s.b.l., Brouch/Mersch	30052
ALA, AFASI - Association Luxembourgeoise des Aphasiques, A.s.b.l., Luxembourg	30050	FIB Investment Luxembourg Management S.A., Luxembourg	30056
Alphacore International S.A., Luxembourg	30060, 30061	Fimef S.A. Holding, Luxembourg	30071
Also Enervit International S.A., Luxembourg	30093	Food Reinsurance S.A., Luxembourg	30078
American Express Bank (Luxembourg) S.A., Lu- xembourg	30057, 30058	Gaikadate Money Market Fund	30062
Arcado, S.à r.l., Niederanven	30058	Gecalux S.A., Luxembourg	30078
Argre S.A., Luxembourg	30061	Gemarlux S.A., Luxembourg	30079
Arko Holding S.A., Strassen	30094	Gemm Holding S.A., Luxembourg	30061
Assoco Ré (Luxembourg) S.A., Luxembourg	30062	Generas S.A., Luxembourg	30079
Atram Holding S.A., Luxembourg	30059	Ge-Systems, GmbH, Luxembourg	30078
Beauliene Soparfi S.A., Luxembourg	30093	Glaverbel Capital S.A., Luxembourg	30079
Belenos Holding S.A., Luxembourg	30093	Glaverbel Finance Luxembourg S.A., Luxembourg	30079
Boulder S.A., Luxembourg	30093	Ligapa S.A., Luxembourg	30096
Callander Granville Euromanagement Fund S.A., Sicav, Luxembourg	30095	Marc et Corine Luxembourg, A.s.b.l., Ehlerange . .	30054
Cantas Holding S.A., Luxembourg	30094	MLIP Management, Sicav	30094
Châteaux Immobilière S.A., Luxembourg	30094	Primark Luxembourg S.A., Soparfi, Luxembourg	30079
C.I.C. Euroleaders, Sicav, Luxembourg	30096	R.P. Consult S.A., Bereldange	30085
Demas S.A., Luxembourg	30049	TMI Luxembourg S.A., TMI Télémedia International S.A., Luxembourg	30088
Euroblick Holding S.A., Strassen	30096	Total Alpha Balanced Trust, Fonds Commun de Placement	30072
European Money Market, Sicav, Luxembourg . . .	30094	World Balanced Fund, Sicav, Luxembourg	30095
Executive Golf S.A., Luxembourg	30095		

DEMAS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du conseil d'administration, qui s'est tenue par voie de résolutions circulaires, en date du 13 août 1997, que le conseil d'administration, conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que cette dernière a été modifiée par la suite, et suite à l'autorisation lui accordée par l'assemblée générale qui s'est tenue en date du 13 août 1997, a décidé de nommer Monsieur Emanuele Rossini administrateur-délégué avec tous les pouvoirs pour engager la société sous sa seule signature pour toutes les affaires de gestion courante et journalière.

Luxembourg, le 13 août 1997.

Pour extrait conforme
aux fins de publication
Pour le Conseil d'Administration
M^e Nico Schaeffer
Par mandat

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 1997, vol. 496, fol. 77, case 4. — Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30810/535/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

**ALA, AFASI – ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE DES APHASIQUES,
Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1134 Luxembourg, 48, rue Charles Arendt.

—
STATUTS

Il est constitué une association sans but lucratif, régie par les présents statuts et la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée.

Dénomination, Siège, Objet, Membres

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination AFASI – ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE DES APHASIQUES, en abréviation ALA.

Le siège de l'association est établi dans l'agglomération de la Ville de Luxembourg et peut être transféré à n'importe quel autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

Selon les besoins, et dans le cadre de l'association, des groupes régionaux peuvent être organisés au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 2. L'association a pour objet de contribuer au maintien de la citoyenneté des personnes adultes atteintes d'une aphasie ou d'une dysarthrie.

Elle crée et gère des structures de rencontre et de communication ainsi que d'information du grand public.

Elle a en outre pour but d'agir d'une manière générale en faveur de l'amélioration de la situation des personnes aphasiques et dysarthriques et de leur entourage.

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'association comprend des membres actifs et des membres sympathisants.

Sont membres actifs, les aphasiques et dysarthriques et leurs familles, ainsi que les personnes individuelles appuyant l'objet de l'association.

Sont membres sympathisants, les personnes ou institutions qui appuient l'association moralement ou financièrement.

Toute personne désireuse de s'affilier doit en faire la demande écrite au conseil d'administration qui statue sur son admission sous réserve d'approbation par l'assemblée générale.

La liste des membres est tenue à la disposition de l'assemblée générale.

Toute demande d'admission comporte dans le chef de celui dont elle émane l'adhésion aux présents statuts et l'engagement d'observer toutes les obligations qui y sont stipulées.

Tout membre peut résilier son affiliation à l'association moyennant une notification écrite de sa décision au conseil d'administration.

Art. 5. Le nombre des membres ne peut pas être inférieur à trois.

Art. 6. L'exclusion d'un membre peut être prononcée en cas de refus de payer la cotisation annuelle ou d'atteinte aux intérêts moraux et matériels de l'association.

Sous réserve d'approbation par l'assemblée générale, l'exclusion d'un membre est prononcée par le conseil d'administration à la majorité des voix, le membre concerné ayant été invité au préalable à se justifier.

Assemblée générale

Art. 7. Le conseil d'administration convoque l'assemblée générale ordinaire au moins une fois par année et au premier semestre par invitation individuelle quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. L'assemblée générale possède la plénitude des pouvoirs permettant la réalisation de l'objet de l'association.

En particulier, elle arrête les lignes générales d'action de l'association, et approuve le rapport d'activité du conseil d'administration; elle se prononce sur la situation financière et fixe le montant de la cotisation annuelle; elle élit le conseil d'administration et deux commissaires dont la mission est de contrôler les comptes et de faire rapport à l'assemblée générale.

Aucune résolution ne pourra être prise en dehors de l'ordre du jour.

Les membres peuvent se faire représenter par un autre membre, la représentation par un tiers n'étant toutefois pas autorisée.

Ont voix délibérative, les membres actifs à raison, toutefois, d'une seule voix par famille.

Les résolutions sont prises à la simple majorité des voix présentes.

Le procès-verbal de l'assemblée générale est adressé à tous les membres par le conseil d'administration.

Conseil d'administration

Art. 8. Le conseil d'administration est composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de huit assesseurs dont quatre au moins ne seront pas aphasiques ou dysarthriques.

Les fonctions de secrétaire et de trésorier peuvent être cumulées.

Le mandat de président, de vice-président, de secrétaire, de trésorier et éventuellement celui de secrétaire-trésorier sont personnels et ne peuvent pas être cumulés dans une même famille.

Le conseil d'administration se réunit au plus tard dix jours après l'assemblée générale ayant élu le conseil d'administration pour désigner les titulaires des mandats prémentionnés.

Le conseil d'administration peut nommer aux fonctions de secrétaire administratif un membre de l'association choisi, le cas échéant, en dehors du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est élu pour un terme de trois ans. Si un des membres de l'association l'exige, ce vote se fera au scrutin secret.

Le conseil d'administration est renouvelé chaque année pour un tiers. L'ordre de sortie est arrêté par tirage au sort à l'issue de la première élection.

Les membres sont sortants et rééligibles à la fin de leur mandat.

Les candidats communiquent leur candidature par écrit au moins dix jours avant l'assemblée générale au conseil d'administration.

Au cas où un mandat deviendrait ou resterait vacant, le conseil d'administration peut pourvoir au remplacement sous réserve d'approbation par la plus prochaine assemblée générale. Le remplaçant termine le mandat de son prédécesseur.

Art. 9. Le conseil d'administration est chargé de la gestion journalière et de la représentation de l'association tant au plan national qu'international.

Art. 10. L'association est valablement engagée par la signature de deux administrateurs. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à un tiers.

FONDS APHASIE

Art. 11. L'association soutient l'action du FONDS APHASIE, créé en octobre 1984 dans l'intention de contribuer à la réalisation d'actions favorisant la réinsertion sociale de l'aphasique.

L'administration et la gestion financière du Fonds sont distinctes et indépendantes de celles de l'association.

Le conseil d'administration de l'association désigne un commissaire qui le représente au collège chargé de l'administration et de la gestion financière du Fonds.

Divers

Art. 12. Le montant de la cotisation annuelle due par les membres ne peut pas dépasser 3.000,- LUF.

Art. 13. L'association peut accepter des dons et des legs.

Art. 14. La différence entre les avoirs et les engagements de l'association constitue son patrimoine qui lui appartient en propre sans que les membres ne puissent y faire valoir un droit individuel.

Art. 15. En cas de dissolution de l'association, le patrimoine est versé à une oeuvre de bienfaisance à désigner par l'assemblée générale convoquée à cette fin.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, et notamment en ce qui concerne la modification des statuts, il est renvoyé aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée.

Sont membres fondateurs de l'association:

Monsieur Becker Edouard	L-2734 Luxembourg;
Monsieur Blasen Charles	L-1750 Luxembourg;
Madame Bour Liette	L-7259 Bereldange;
Madame Burg Alice	L-4237 Esch-sur-Alzette;
Monsieur Burg Pierre	L-4237 Esch-sur-Alzette;
Monsieur Delgrandi Carlo	L-3840 Schifflange;
Madame Delgrandi-Noesen Josée	L-3840 Schifflange;
Monsieur Diederich Aloyse	L-5330 Moutfort;
Monsieur Diederich Nico	L-1210 Luxembourg;
Madame Diederich-Hoffmann Félicie	L-5330 Moutfort;
Monsieur Dondelinger Joseph	L-1129 Luxembourg;
Madame Dondelinger-Ehlinger Nelly	L-1129 Luxembourg;
Monsieur Dupont Victor	L-4070 Esch-sur-Alzette;
Madame Forret Madeleine	L-3631 Kayl;
Monsieur Grenot Gérard	L-2224 Luxembourg, de nationalité française;
Monsieur Hoss Carlo	L-2112 Howald;
Monsieur Jeitz Camille	L-6210 Consdorf;
Madame Jeitz-Bartimes Marie	L-6210 Consdorf;
Madame Keltesch Anita	L-8374 Hobscheid;
Madame Kieffer Danièle	L-1321 Luxembourg;
Madame Kieffer Myriam	L-8055 Bertrange;
Madame Laplanche-Leroy Nathalie	L-3655 Kayl, de nationalité belge;
Madame Martins Monique	L-8035 Strassen;
Monsieur Meyer Luc	L-8030 Strassen;
Monsieur Olinger Albert	L-8374 Hobscheid;
Madame Raas-Zeimetz Monique	L-6114 Junglinster;
Monsieur Rasqué Ern	L-5214 Sandweiler;
Madame Spies-Meyer Gilberte	L-4732 Pétange;
Madame Stein-Biwer Kimberly	L-1661 Luxembourg;
Madame Van der Meersche Liliane	L-8353 Garnich;
Madame Weiler-Wagener Liliane	L-3786 Tétange.

Tous les membres fondateurs, à l'exception de Madame Laplanche-Leroy Nathalie et de Monsieur Grenot Gérard sont de nationalité luxembourgeoise.

Luxembourg, le 31 juillet 1997.

E. Becker
Président

E. Rasqué
Secrétaire

L'Assemblée Générale constitutive du 30 juillet 1997 a désigné aux fonctions du Conseil d'Administration les personnes suivantes:

Becker Edouard, président;
 Delgrandi Carlo, vice-président;
 Rasqué Ern, secrétaire;
 Meyer Luc, secrétaire administratif;
 Diederich Aloyse, trésorier;
 Bartimes Marie, épouse Jeitz, assesseur;
 Dondelinger Joseph, assesseur;
 Ehlinger Nelly, épouse Dondelinger, assesseur;
 Grenot Gérard, assesseur;
 Hoffmann Félicie, épouse Diederich, assesseur;
 Jeitz Camille, assesseur.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1997, vol. 496, fol. 75, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30377/000/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

F.C. BROUCH, Association sans but lucratif.
 Siège social: L-7415 Brouch/Mersch, 59, route d'Arlon.

STATUTS

Dénomination, Siège, Durée, Objet, But, Composition

Art. 1^{er}. Le F.C. BROUCH a été fondé au mois de février 1960. Son Siège est fixé à Brouch/Mersch.

Art. 2. L'Association a pour but de promouvoir la pratique du football dans la localité et les environs. Pour atteindre ce but, elle peut créer, gérer, reprendre toutes oeuvres, faire toutes acquisitions opportunes et prendre toutes initiatives quelconques poursuivant le même but.

Art. 3. L'Association est politiquement et religieusement neutre.

Art. 4. L'Association se compose de membres actifs, inactifs et honoraires.
 Le nombre des associés est illimité, mais ne pourra pas être inférieur à cinq.

Admission, Démission, Cotisations

Art. 5. Les conditions d'admission à l'Association sont les suivantes:

- a) Demande écrite de l'intéressé;
- b) Soumission aux statuts existants.

Art. 6. Le Comité décide souverainement des adhésions. Il a le droit de refuser une demande et n'est pas tenu de motiver son refus.

Tous les membres jouissent des mêmes droits et avantages lors de l'Assemblée Générale; les restrictions concernant certains membres sont énumérées dans les statuts internes de l'Association. Seuls les Administrateurs représentent cependant l'Association devant la loi et doivent remplir les obligations définies par la loi du 21 avril 1928 respectivement du 4 mars 1994. Une liste des membres du Comité doit conformément à l'article 10 de la loi, être tenue à jour et déposée au greffe du tribunal endéans un mois après l'Assemblée Générale extraordinaire.

Art. 7. En cas de refus, l'intéressé pourra renouveler sa demande après six mois révolus.

Art. 8. Conditions d'exclusion d'un membre:

- a) Désistement de propre gré;
- b) Non-paiement des cotisations;
- c) Infraction grave aux règlements, statuts et aux bonnes moeurs;
- d) Agissements contraires aux intérêts du F.C. BROUCH.

Art. 9. Cotisations.

Le montant des cotisations est fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité.

Administration

Art. 10. Fonctions du Comité:

- a) Administration générale de l'Association et gérance de la caisse;
- b) Négociations avec la F.L.F. et les autorités;
- c) Admission et radiation des membres;
- d) Distribution des récompenses honorifiques;
- e) Prononciation des mesures disciplinaires;
- f) Droit de coopter des membres au Comité;
- g) Admission et révocation de membres du Comité;
- h) Rédaction de tout règlement intérieur de l'Association et en général les décisions sur toutes les questions se rapportant aux présents statuts.

Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Comité est en nombre, si 5 de ses membres ayant droit de vote, sont présents.

Les membres du Comité sont élus à l'Assemblée Générale annuelle au vote secret et à la majorité absolue des suffrages pour une durée de deux ans.

Le Comité veillera à ce que Président, Vice-Président, Secrétaire et Caissier ne soient pas démissionnaires à la fin d'une même année.

Tout membre du Comité absent, sans excuse, trois fois consécutivement est démissionnaire de fait pour l'exercice en cours.

Art. 11. Fonctions du Président:

Le Président dirige les travaux du Comité et des Assemblées Générales. Il signe conjointement avec le Secrétaire respectivement avec le Caissier, tous les documents et toutes les lettres engageant la responsabilité morale, juridique et financière de l'Association. Il représente officiellement l'Association dans ses rapports avec les pouvoirs publics.

En cas d'absence, il est représenté par le Vice-Président.

Les membres du Comité assistent le Président dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 12. Secrétariat:

- a) Correspondance générale;
- b) Rapports du Comité et des Assemblées Générales.

Art. 13. Trésorerie:

- a) Encaissement et paiements de toutes les dépenses ordonnancées par le Comité;
- b) Comptabilité;
- c) L'année comptable commence le 1^{er} juin et clôture le 31 mai.

Art. 14. Le Comité pourra décerner à vie le titre de Président d'Honneur. Le Président d'Honneur, tout en étant libre de tout engagement, a le droit de consulter tous les dossiers du Comité.

Assemblée Générale

Art. 15. L'Assemblée Générale Ordinaire a lieu chaque année entre deux saisons. Les décisions de l'Assemblée Générale sont souveraines.

Elles sont prises à la majorité absolue des suffrages et au vote secret si la demande en est faite.

Les membres actifs, inactifs et honoraires ont droit de vote. Ils peuvent se faire représenter dans les Assemblées Générales. Toutefois, le membre présent ne peut représenter qu'un seul membre absent.

Les procurations pour se faire représenter doivent être conformes aux dispositions légales et être déposées à l'assemblée.

Les candidatures pour le Comité sont à adresser au Président de l'association au plus tard 48 heures avant l'ouverture de l'assemblée.

Tout membre dont la radiation du Comité a été prononcée en exécution des dispositions de l'article 8 des présents statuts, ne peut plus poser sa candidature lors d'une élection quelconque de l'association.

Toutes les personnes se proposant d'être élues au Comité doivent adhérer depuis plus de six mois au F.C. BROUCH, être en règle de leur cotisation au jour de l'assemblée, âgées de 18 ans au moins au 1^{er} janvier de l'année du vote et jouir de leurs droits civils et politiques.

Les questions et propositions adressées par les associés au Comité huit jours avant l'Assemblée Générale sont portées à l'ordre du jour, si le Comité, après examen, ne les juge pas contraires aux intérêts de l'association.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale comprend les points suivants:

- a) Allocation du Président;
- b) Rapport sur la dernière assemblée;
- c) Rapport d'activité sur l'exercice écoulé;
- d) Rapport financier sur l'exercice écoulé;
- e) Approbation du budget;
- f) Elections des membres du Comité;
- g) Interpellations.

Art. 16. Le Comité a le droit de convoquer des Assemblées Générales Extraordinaires à d'autres époques.

Il est tenu de le faire si le tiers des membres en fait la demande.

Art. 17. Des modifications ne peuvent être apportées aux présents statuts qu'à l'Assemblée Générale et aux deux tiers des suffrages exprimés.

Dissolution

Art. 18. La dissolution de l'association ne peut être prononcée qu'en Assemblée Générale, spécialement convoquée à cette fin et comprenant les deux tiers des membres, et à la majorité des trois quarts des voix des membres présents.

En cas de dissolution, l'avoir de l'association est réalisé et le solde créditeur versé au bureau de bienfaisance de la Commune de Boevange-sur-Attert.

Divers

Art. 19. Le F.C. BROUCH décline toute responsabilité au sujet des accidents ou incidents qui pourraient se produire à l'occasion des épreuves ou réunions organisées par lui, par ses membres ou sous son patronage.

Art. 20. Les anciens statuts et règlements de l'association de fait F.C. BROUCH sont abrogés et remplacés par les présents Statuts.

Art. 21. Tous les cas non prévus par les présents Statuts sont tranchés par le Comité.

Signé: J. Wampach, G. Asselborn, M. Fautsch, R. Asselborn, M. Adam, J. Baus, R. Berkes, P. Fis, M. Frisch, R. Koedinger, J. Krier, J. Merges, T. Merges, M. Nilles, P. Stranen, J. Feierstein, G. Wester.

Suite à son assemblée générale extraordinaire du 4 avril 1997, le F.C BROUCH s'est constitué en association sans but lucratif. Par la présente, les membres du comité, mentionnés ci-dessous, publient leurs nouveaux statuts approuvés par ladite assemblée.

Composition du Comité

Président, Secrétaire: Wampach Julien, instituteur,
2, rue Kneppchen, L-7417 Brouch/Mersch;

Vice-Président: Asselborn Guy, fonctionnaire P.T.,
16, rue du Bois, L-7480 Tuntange;

Caissier: Fautsch Marcel, facteur P.T.,
41, rue de Buschdorf, L-7417 Brouch/Mersch;

Membres: Adam Michel, retraité GOOD-YEAR,
L-7425 Obenthalt;

Asselborn René, retraité ARBED,
22, rue du Bois, L-7480 Tuntange;

Baus Jean-Paul, fonctionnaire P.T.
rue des Champs, L-7480 Tuntange;

Berkes René, ouvrier,
Centre de Marienthal;

Feierstein Jean, ouvrier GOOD-YEAR,
14A, am Eck, L-7416 Brouch/Mersch;

Fis Pierre, employé Rendaes,
80, rue Nic Welter, L-7570 Mersch;

Frisch Marcel, agriculteur,
Maison 9, L-8525 Calmus;

Koedinger Robert, fonctionnaire C.F.L.,
1, rue Bricherlächer, L-7415 Brouch/Mersch;

Krier Joseph, fonctionnaire de l'Etat,
16, route d'Arlon, L-7415 Brouch/Mersch;

Merges Josée, ménagère,
26A, rue du Village, L-7416 Brouch/Mersch;

Merges Théo, ouvrier communal,
26A, rue du Village, L-7416 Brouch/Mersch;

Nilles Michel, infirmier,
16, rue Geischleid, L-9184 Schrondweiler;

Stranen Pascal, employé B.G.L.,
1, rue des Casemates, L-7480 Tuntange;

Wester Gérard, employé Fédération Agricole,
4, rue de Buschdorf, L-7417 Brouch/Mersch.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 1997, vol. 495, fol. 63, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30378/000/160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

MARC ET CORINE LUXEMBOURG, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4382 Ehlerange, 42, rue de Sanem.

STATUTS

A Luxembourg, le 3 juillet 1997, les soussignés:

Madame Carol Bragança-Kayser, demeurant 161, route de Differdange, L-4437 Soleuvre;

Monsieur Yves Colin, demeurant 14, route du Vin, L-5434 Niederdonven;

Monsieur Joseph Denis, demeurant 6, rue des Fagnes, B-6950 Nassogne;

Monsieur Michel Gillis, demeurant 11, rue J.F. Kennedy, L-8832 Olm;

Madame Chantal Laporte-Donven, demeurant 11, rue J. Thill, L-4886 Lamadelaine;

Monsieur Jean-Pierre Malmendier, demeurant 50, rue de Serbie, B-4000 Liège;

Madame Eliane Masson, demeurant 24, avenue Jules Lahaye, B-5620 Florennes;

Madame Anne-Marie Muschang, demeurant 25, rue des Forges, L-7771 Bissen;

Monsieur Pierre Strasser, demeurant 61, rue de Beggen, L-1221 Luxembourg;

Monsieur Nicolas Strauss, demeurant 42, rue de Sanem, L-4382 Ehlerange;

Monsieur Michel Thilmant, demeurant 59, rue de la Gare, B-6880 Bertrix,

ont constitué une association sans but lucratif qui sera régie par les statuts dont la teneur suit:

Titre 1^{er}.- Dénomination, Siège, Objectif, Durée

Art. 1^{er}. L'association est dénommée MARC ET CORINE LUXEMBOURG, A.s.b.l.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg ou en tout autre endroit à désigner par le conseil d'administration.

Art. 3. L'association a pour objectif:

A) d'agir pour une meilleure prise en charge de la délinquance par la société. En particulier, de faire voter des lois qui corrigent les dispositions actuelles permettant à certains dangereux de bénéficier de congés pénitentiaires ou de mise en liberté conditionnelle;

B) de collaborer avec les pouvoirs publics à la recherche d'enfants disparus;

C) de fournir aide et assistance, dans le respect de leurs opinions religieuses, philosophiques et politiques, aux parents d'enfants disparus ou assassinés;

D) de contribuer au développement du droit des victimes d'actes intentionnels de violence, notamment:

– toute victime reçoit immédiatement des soins gratuits en rapport avec le traumatisme physique et psychologique qu'elle a subi;

– dès le dépôt de sa plainte, toute victime bénéficie de droits équivalents à ceux de l'auteur présumé de l'agression;

– lorsque son agresseur a été jugé et qu'il est détenu ou interné, toute victime a le droit de participer à la délibération qui détermine les mesures de libération ou de congé;

E) de veiller à l'application pratique des droits de chaque victime et/ou ses ayants cause par toutes voies légales, notamment par la possibilité d'ester en justice et de constituer partie civile.

Art. 4. L'association se donne le droit d'exercer certaines activités économiques dans le but exclusif de promouvoir l'efficacité de sa raison d'être.

Art. 5. L'association est créée pour une durée indéterminée. Elle peut à tout moment être dissoute.

Titre II.- Associés, Admissions, Sorties, Cotisations, Engagements

Art. 6. L'association est composée de membres effectifs, de membres adhérents et de membres d'honneur. Les membres effectifs seront au moins trois. Les premiers membres effectifs sont les fondateurs soussignés. Le nombre des membres effectifs, des membres adhérents et membres d'honneur est illimité.

Art. 7. Tout membre adhérent peut devenir membre effectif à condition d'être présenté par deux membres effectifs à l'assemblée générale et d'être admis à ce titre par la majorité de l'assemblée générale.

Art. 8. Tout nouveau membre adhérent est accepté par décision du conseil d'administration avec préférence pour les personnes qui, par leur assistance morale, psychologique ou matérielle, peuvent contribuer au bien-être de l'association et en omettant, si possible, les personnes fonctionnaires ou employées publiques chargées de l'exécution des lois et jugements.

Art. 9. Le membre effectif est libre de se retirer à tout moment de l'association en adressant sa démission par écrit au conseil d'administration. Tout membre adhérent et ou d'honneur n'ayant pas réglé deux cotisations successives est réputé démissionnaire.

L'exclusion d'un membre effectif ou adhérent ne peut être prononcée que par l'assemblée générale, dans les mêmes conditions qu'une modification aux statuts, après avoir entendu toute personne désireuse de s'exprimer à ce sujet.

Art. 10. Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit à faire valoir sur l'avoir social de l'association.

Art. 11. L'assemblée générale détermine si une cotisation est due et le montant de celle-ci.

Art. 12. La personne admise comme membre de l'association s'engage à respecter les présents statuts et le règlement d'ordre intérieur adopté par l'association en assemblée générale.

Titre III.- Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. Elle est le pouvoir souverain de l'association. Sauf exception prévue aux statuts, toute délibération est prise à la majorité simple des présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Toute modification des statuts nécessite la présence de deux tiers des membres effectifs et le vote favorable de deux tiers des présents. La dissolution de l'association, de même que toute modification de son objet social nécessitent la présence de deux tiers des membres effectifs et l'unanimité des présents. Un membre effectif peut se faire remplacer par un autre membre effectif, par procuration, lors d'un vote. On ne peut toutefois disposer de plus d'un mandat.

Art. 14. L'assemblée générale est convoquée au moins une fois l'an par simple lettre envoyée quinze jours avant la réunion.

Art. 15. L'assemblée générale évalue le travail de l'année écoulée et l'action du conseil d'administration. Elle choisit les objectifs pour l'année à venir et en fixe les priorités. Les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

Art. 16. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux signé par le président et un administrateur, de préférence le secrétaire. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance.

Titre IV.- Conseil d'administration

Art. 17. L'association est administrée par un conseil d'administration qui se compose au minimum de trois personnes.

Art. 18. Le conseil d'administration nomme un président, un secrétaire et un trésorier pour une durée indéterminée.

Art. 19. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements de l'association. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Art. 20. Le conseil se réunit sur la convocation du président ou, à défaut, de deux administrateurs. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants, la voix du président étant, en cas de partage, prépondérante.

Les décisions sont consignées dans un registre de procès-verbaux signé par le président et le secrétaire.

Art. 21. Le conseil d'administration est habilité à prendre toutes les décisions de la gestion journalière de l'association. Toute modification de la politique décidée par l'assemblée générale, présentant un caractère autre que journalier, doit être soumise à une assemblée générale extraordinaire.

Art. 22. Un administrateur peut se faire remplacer par un autre administrateur, par procuration, lors d'un vote; il ne peut toutefois disposer de plus d'un mandat.

Titre V.- Dissolution, Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation devra obligatoirement être faite en faveur d'une association poursuivant des objectifs analogues.

Art. 24. Il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 modifiée par la loi du 22 février 1984, ainsi que par la loi du 4 mars 1994 sur les associations pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts.

Titre VI.- Dispositions transitoires

Art. 25. Sont nommés comme administrateurs les neufs associés fondateurs dénommés en la comparution:

Madame Carol Bragança-Kayser, prénommée;
Monsieur Yves Colin, prénommé;
Monsieur Joseph Denis, prénommé;
Monsieur Michel Gillis, prénommé;
Madame Chantal Laporte-Donven, prénommée;
Madame Anne-Marie Muschang, prénommée;
Monsieur Pierre Strasser, prénommé;
Monsieur Nicolas Strauss, prénommé;
Monsieur Michel Thilman, prénommé.

Est désigné en qualité de:

Président: Nicolas Strauss;
Vice-Présidente: Anne-Marie Muschang;
Trésorière: Carol Bragança-Kayser;
Secrétaire: Michel Gillis.

Est désigné en qualité de président honoraire: Jean-Pierre Malmendier

Ainsi approuvé à l'unanimité lors de la réunion de fondation tenue à Luxembourg, le 3 juillet 1997.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 67, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30380/604/127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

FIB INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A., Société Anonyme, (anc. AGAM INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A.).

Siège social: Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-neuf avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, agissant en remplacement de son collègue dûment empêché, Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AGAM INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S A., ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 102 du 11 mars 1995.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren.

L'assemblée élit comme scrutateur, Monsieur Christophe Adam, employé privé, demeurant à Arlon.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, Monsieur le Président prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

II) Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les cinq mille (5.000) actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Modification de la dénomination sociale de AGAM INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A. en FIB INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A.

2.- Modification subséquente de l'article premier des statuts.

3.- Modification de la première phrase de l'article trois des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet exclusif la création, l'administration et la gestion de FIB INVESTMENT LUXEMBOURG, un Fonds Commun de Placement de droit luxembourgeois (le «Fonds») et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de AGAM INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A. en FIB INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article premier des statuts, pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 1.^{er}** La société est une société anonyme. Elle est dénommée FIB INVESTMENT LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier la première phrase de l'article trois des statuts, pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 3. Première phrase.** La société a pour objet exclusif la création, l'administration et la gestion de FIB INVESTMENT LUXEMBOURG, un Fonds Commun de Placement de droit luxembourgeois (le «Fonds») et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. L. Jacquemin, G. Rock, C. Adam, J.-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 1997, vol. 98S, fol. 39, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 1997.

C. Hellinckx.

(30384/215/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

AIRBUS RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R. C. Luxembourg B 50.641.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, case 5, fol. 69 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Signature*

(30385/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

AMERICAN EXPRESS BANK (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 34, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 10.515.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire des actionnaires le 8 juillet 1997

1. La démission de Monsieur C. Cammelli en tant qu'Administrateur est acceptée.

2. Monsieur Michael D. Allen, Executive Director, demeurant à Londres, est nommé Administrateur.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 1997.

Luxembourg, le 11 août 1997.

Certifié sincère et conforme

E. Karaguilla I. Shah

Directeur Général Adjoint Directeur Général

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1997, vol. 496, fol. 71, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30392/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

AMERICAN EXPRESS BANK (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 34, avenue de la Porte Neuve.
R. C. Luxembourg B 10.515.

Extract from the decisions of the Board of Directors taken by circular resolution as of July 9th 1997

1. Appointment of the directeur général

The Board of Directors ratifies the nomination of Mr. Irteza Shah as Directeur Général effective July 1st, 1997.

2. Constitution of the direction

The Board of Directors approves the renewal of the mandates of Messrs Shah and Karaguilla as members of the «Direction» as approved by the Institut Monétaire Luxembourgeois and under the «vier Augen» principles, authorises both to have equal powers in the daily operations of the Bank.

Suit la version française:

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue par voie circulaire le 9 juillet 1997

1. Nomination du Directeur Général

Le Conseil d'Administration ratifie la nomination de Monsieur Irteza Shah, en qualité de Directeur Général, avec effet au 1^{er} juillet 1997.

2. Composition de la direction

Le Conseil d'Administration approuve le renouvellement du mandat de Messieurs Irteza Shah et Edouard Karaguilla en qualité de membres de la «Direction», comme approuvé par l'Institut Monétaire Luxembourgeois et, conformément aux principes du «vier Augen», leur confère des pouvoirs équivalents dans la gestion journalière des opérations de la Banque.

Luxembourg, le 11 août 1997.

Certifié sincère et conforme
E. Karaguilla I. Shah
Directeur Général Adjoint Directeur Général

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1997, vol. 496, fol. 71, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30393/000/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ARCADO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: Niederanven.
R. C. Luxembourg B 54.420.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Alphonse Schlink, commerçant, demeurant à L-5480 Wormeldange, 87, rue Principale;

2.- Madame Charlotte Klemm, sant état, épouse de Monsieur Guy Bernardin, demeurant à L-6944 Niederanven, 16, rue Dicks.

Lesquels comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée ARCADO, S.à r.l., avec siège social à Niederanven, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 54.420, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 3 avril 1996, publié au Mémorial C, numéro 313 du 27 juin 1996.

Monsieur Alphonse Schlink, prénommé, déclare par la présente céder à titre gratuit ses cinquante (50) parts sociales qu'il détient dans la société ARCADO, S.à r.l., précitée, à Madame Charlotte Klemm, préqualifiée, et ce acceptant, étant entendu que le prix global convenu entre les parties a été fixé à zéro franc (0,- LUF).

Madame Charlotte Klemm, prénommée, en sa qualité de gérante administrative de la société ARCADO, S.à r.l., déclare accepter ladite cession de parts sociales au nom de la société, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Suite à cette cession de parts, Madame Charlotte Klemm, prénommée, est devenue associée unique de la société à responsabilité limitée ARCADO, S.à r.l., et en cette qualité, elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique déclare que la société ARCADO, S.à r.l. sera dorénavant une société unipersonnelle à responsabilité limitée, dans laquelle la répartition des parts sociales sera désormais la suivante:

Madame Charlotte Klemm, sans état, épouse de Monsieur Guy Bernardin, demeurant à L-6944 Niederanven, 16, rue Dicks, cent parts sociales	100
Total: cent parts sociales	100

Deuxième résolution

Suite à la nouvelle répartition des parts ci-avant énoncée, l'associée unique décide de modifier le deuxième alinéa de l'article quatre des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4. Deuxième alinéa.** Ces parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

Madame Charlotte Klemm, sans état, épouse de Monsieur Guy Bernardin, demeurant à L-6944 Niederanven, 16, rue Dicks, cent parts sociales	100
Total: cent parts sociales	100»

Troisième résolution

L'associée unique décide d'ajouter un deuxième alinéa à l'article premier des statuts qui aura la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Deuxième alinéa.** L'associée unique pourra, à tout moment, se réunir avec un ou plusieurs associés et les futurs associés pourront également prendre toutes les mesures nécessaires afin de rétablir le caractère unipersonnel de la société.»

Quatrième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article cinq des statuts qui sera désormais libellé comme suit:

«**Art. 5.** La cession des parts entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il l'entend. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

b) La transmission des parts pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernière volonté concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdites parts sociales de désigner un mandataire.

En présence de plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Pour le surplus, les articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sont applicables.»

Cinquième résolution

L'associée unique prend note de la démission donnée en date du 9 juillet 1997 par Madame Ruth Apel, indépendante, épouse de Monsieur Alphonse Schlink, demeurant à L-5480 Wormeldange, 87, rue Principale, en sa qualité de gérante technique de la susdite société.

L'associée unique décide d'accepter ladite démission avec effet immédiat, et accorde décharge pleine et entière à la gérante technique sortante pour l'exécution de son mandat.

Elle décide de confirmer, respectivement de nommer comme gérante unique de la société pour une durée indéterminée, Madame Charlotte Klemm, préqualifiée, qui sera dorénavant gérante technique et administrative de la susdite société.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature de la gérante.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de vingt-cinq mille francs (25.000,- LUF).

Dont procès-verbal, passé à Niederanven, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Schlink, C. Klemm, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 1997, vol. 100S, fol. 75, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 30 juillet 1997.

P. Bettingen.

(30396/202/87) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ATRAM HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Zithe.

R. C. Luxembourg B 25.943.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le cinq août.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

A comparu:

Maître François Brouxel, avocat, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société de droit panaméen FINANZAS LA CORONA S.A., établie et ayant son siège social à Panama City, République de Panama,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Barcelone, le 21 juillet 1997, par Monsieur Manuel Delgado Perez, en faveur de Maître Albert Wildgen, avocat, demeurant à Luxembourg, contenant faculté de substitution,

et en vertu de la substitution effectuée sur ladite procuration par Maître Albert Wildgen en faveur de Maître François Brouxel, en date du 23 juillet 1997,

laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités du timbre et de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

I. - La société anonyme ATRAM HOLDING S.A., établie et ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 25.943 a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 11 mai 1987, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 239 du 31 août 1987; les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 novembre 1989, publié au Mémorial C, numéro 130 du 20 avril 1990.

II. - Le capital social est fixé à USD 150.000,- (cent cinquante mille dollars US), représenté par 15.000 (quinze mille) actions d'une valeur nominale de USD 10,- (dix dollars US) chacune, entièrement libérées.

III. - La société FINANZAS LA CORONA S.A., préqualifiée, s'est rendue successivement propriétaire de la totalité des actions de la société ATRAM HOLDING S.A.

IV. - La société FINANZAS LA CORONA S.A., représentée comme indiqué ci-avant, déclare prononcer la dissolution anticipée de la société ATRAM HOLDING S.A. avec effet immédiat.

V. - L'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur, déclare, par l'intermédiaire de son représentant préqualifié, que:

- tout le passif de la société ATRAM HOLDING S.A. est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné;
- l'activité de la société a cessé; que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il réglera tout passif éventuel de la société dissoute.

VI. - Partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée; la société a disparu et cessé d'exister.

VII. - La société FINANZAS LA CORONA S.A., représentée comme indiqué ci-avant, donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire de la société.

VIII. - Les livres et documents de la société ATRAM HOLDING S.A. seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société dissoute.

IX. - Il résulte d'une attestation que les actions émises sont bloquées. En conséquence de ce qui précède, il est donné mandat à Maître François Brouxel, préqualifié pour faire procéder à la destruction des actions émises.

X. - Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg-Bonnevoie, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue de lui connue au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: F. Brouxel, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 1997, vol. 100S, fol. 100, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 août 1997.

T. Metzler.

(30399/222/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ALPHACORE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 38.477.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 66, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 1997.

Signature.

(30388/760/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ALPHACORE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 38.477.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Annuelle du 11 août 1997, il résulte que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et annexe, ainsi que du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes pour l'exercice se terminant au 31 décembre 1993.
2. Décharge est accordée aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'année fiscale 1993.
3. Nomination du Commissaire aux Comptes jusqu'à la prochaine Assemblée Générale annuelle.
4. Nomination des Administrateurs et de l'Administrateur-Délégué jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de 2001.

5. Confirmation que la seule signature de l'Administrateur-Délégué, Jan A.J. Bout, est suffisante pour représenter valablement la société.

Luxembourg, le 11 août 1997.

NATIONWIDE MANAGEMENT S.A.
Société Anonyme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 66, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30389/760/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ALPHACORE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R. C. Luxembourg B 38.477.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 66, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 1997.

Signature.

(30390/760/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ALPHACORE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R. C. Luxembourg B 38.477.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Annuelle du 12 août 1997, il résulte que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1. Approbation des bilans, compte de pertes et profits et annexe, ainsi que du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes pour l'exercice se terminant au 31 décembre 1994.
2. Décharge est accordée aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'année fiscale 1994.
3. Nomination du Commissaire aux Comptes jusqu'à la prochaine Assemblée Générale annuelle.
4. Confirmation que la seule signature de l'Administrateur-Délégué, Jan A.J. Bout, est suffisante pour représenter valablement la société.

Luxembourg, le 12 août 1997.

NATIONWIDE MANAGEMENT S.A.
Société Anonyme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 66, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30391/760/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ARGRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 26.856.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, case 9, fol. 69 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

(30397/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GEMM HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 40.362.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenu en date du 31 juillet 1997 que:
- Monsieur Alain Lam, (ACCA)-MBA, demeurant 11, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen, a été nommé Administrateur en remplacement de Monsieur David De Marco, démissionnaire.

Luxembourg, juillet 1997.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 août 1997, vol. 496, fol. 43, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30494/727/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

ASSOCO RE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R. C. Luxembourg B 26.955.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, case 9, fol. 69 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

(30398/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GAIKADATE MONEY MARKET FUND.**MANAGEMENT REGULATIONS****1) The Trust**

GAIKADATE MONEY MARKET FUND (hereafter referred to as the «Trust») organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated coproprietorship of transferable securities and other assets (hereinafter referred to as «securities»), managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the «shareholders») by IBJ FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The assets of the Trust, which are held in custody by THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and from those of any other funds managed by the Management Company. By the acquisition of shares of the Trust, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the shareholders, the Management Company and the Custodian.

The Trust will be an umbrella fund consisting of one or more sub-funds (as defined hereafter) to be created pursuant to Article 4).

2) The Management Company

The Trust is managed on behalf of the shareholders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Trust, subject to the restrictions set forth in Article 6) hereafter, on behalf of the shareholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Trust.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of each sub-fund.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Trust.

The Management Company may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Trust's or a sub-fund's charge to the extent provided herein.

3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organised under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by the one to the other.

In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who will assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the shareholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary for the transfer of all assets of the Trust to the new Custodian. The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the law of 30th March, 1988 on collective investment undertakings.

All cash and securities constituting the assets of the Trust shall be held by the Custodian on behalf of the shareholders of the Trust. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Trust's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Trust and make payments to third parties on behalf of the Trust on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Trust.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is based on the net assets of the Trust or the sub-funds.

4) The Sub-Funds

The Management Company may, from time to time, with the consent of the Custodian, create sub-funds (collectively, the «sub-funds» and individually, a «sub-fund»), which have different investment policies. The shares issued by the Management Company in relation to each sub-fund shall constitute shares of a class separate from the other share classes created in relation to other sub-funds.

A separate portfolio of investments and assets will be maintained for each sub-fund. The different portfolios will be separately invested in accordance with an investment policy fixed for each sub-fund.

Upon creation of a sub-fund, these Management Regulations shall be completed by an appendix containing the name and investment policy of the sub-fund concerned as well as any other possible specificities of the sub-fund.

Any sub-fund may be dissolved upon decision of the Management Company with the consent of the Custodian as more fully described in Article 19) hereafter.

5) Investment policy

The investment policy of each sub-fund will be set forth in an appendix, for each sub-fund, attached to these Management Regulations.

6) Investment restrictions

1) The Management Company may not, on behalf of a sub-fund, invest in securities of any one issuer, if the value of the holdings of a sub-fund in the securities of such issuer exceeds 10 % of such sub-fund's total net assets, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by Member States of the Organization for Economic Co-operation and Development («OECD») or their local authorities or public international bodies with European Union («EU»), regional or world-wide scope.

2) The Management Company may not invest, on behalf of any sub-fund, in securities of any single issuer if, as a result of such investment, the Trust owns more than 10 % of any class of securities issued by any single issuer. The Management Company may not purchase securities of any company or other body if, upon such purchase, the Trust, together with other investment funds which are managed by the Management Company, would own more than 15% of any class of the securities of such company or body. This restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by member States of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope. The aforesaid limitations of 10% and 15%, to the extent that they refer to a specific kind of securities or a specific class of securities, shall not prevent any sub-fund from subscribing to 100% of one issue of certificates of deposit or of commercial paper of one specific issuer.

3) The Management Company may not make investments for the purpose of exercising control or management.

4) The Management Company may invest, up to 5 % of the net assets of a sub-fund in shares or units of other collective investment funds of the open-ended type. The acquisition of shares or units in a collective investment fund managed by the same Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control or by substantial direct or indirect holding it shall be permitted only in case of investment in a collective investment fund which specialises in the investment in a specific geographical area or economic sector. In such event the Management Company may not charge any fee or cost on account of transactions in connection with such shares or units. No investments shall be made in any such investment company or trust unless its investment policy is similar to that of the sub-fund. Further if any investment is made in investment companies or trusts having the same promoter as the sub-fund, no issue commission or other acquisition fee and no management or advisory fee may be charged on the assets of the sub-fund so invested. However, the board of directors of the Management Company has decided that, as long as the Trust qualifies under the reduced tax rate applicable to undertakings for collective investment the exclusive object of which is the collective investment in money market instruments in accordance with article 108 of the law of 30th March, 1988 concerning undertakings for collective investment, the Management Company will not invest, on behalf of any sub-fund, in shares or units of other collective investment undertakings.

5) The Management Company may not purchase, on behalf of a sub-fund, real estate except that it may purchase and sell, on behalf of a sub-fund, securities that are secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

6) The Management Company may not, on behalf of a sub-fund, enter into transactions involving commodities, commodity contracts or securities representing merchandise or rights to merchandise and for the purposes hereof commodities includes precious metals, except that it may purchase and sell, on behalf of a sub-fund, securities that are secured by commodities and securities of companies which invest or deal in commodities.

7) The Management Company may not, on behalf of a sub-fund, purchase any securities on margin, (except that it may obtain such short-term credit as may be necessary for the clearance of purchases and sales of portfolio securities) or make short sales of securities or maintain a short position, except that it may make initial and maintenance margin deposits with respect to futures and forward contracts (and options thereon).

8) The Management Company may not, on behalf of a sub-fund, borrow other than borrowings which in the aggregate do not exceed 10% of the total net assets of such sub-fund, which borrowings may, however, only be made on a temporary basis; further, the Management Company may not invest, on behalf of a sub-fund, more than 10 % of the total net assets of such sub-fund in partly-paid securities.

9) The Management Company may not mortgage, pledge, hypothecate or in any manner transfer as security for indebtedness, any securities owned or held by a sub-fund, except as may be necessary in connection with borrowings mentioned in 8) above, and provided that the purchase or sale of securities on a when-issued or delayed-delivery basis, and collateral arrangements with respect to the writing of options or the purchase or sale of forward or futures contracts or swap contracts are not deemed the pledge of the assets.

10) The Management Company may not, on behalf of a sub-fund, invest more than 10% of the net assets of such sub-fund in securities which are not traded on an official stock exchange or other regulated market, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by Member States of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope; provided however that this restriction shall not apply to money market instruments which are traded regularly.

11) The Management Company may not use the assets of a sub-fund to underwrite or subunderwrite any securities, except to the extent that, in connection with the disposition of portfolio securities, it may be deemed to be an underwriter under applicable securities laws.

12) The Management Company may employ, on behalf of a sub-fund, techniques and instruments relating to transferable securities under the conditions and within the limits laid down by law, regulation or administrative practice provided that such techniques or instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. With respect to options:

a) the Management Company may not invest, on behalf of a sub-fund, in put or call options on securities unless:

i) such options are quoted on a stock exchange or dealt in on a regulated market; and

ii) the acquisition price of such options does not exceed, in terms of premiums, 15% of the total net assets of such sub-fund;

b) the Management Company may not sell, on behalf of a sub-fund, call options on securities which it does not hold, except that the Management Company may, on behalf of a sub-fund, sell uncovered call options, provided that the aggregate of the exercise prices of such uncovered call options does not exceed 25% of the net assets of the relevant sub-fund and the Management Company is at any time in a position to ensure the coverage of the position taken as a result of the sale of such options;

c) the Management Company, on behalf of a sub-fund, may not write put options on securities unless such sub-fund holds sufficient liquid assets to cover the aggregate of the exercise prices of such options written.

13) The Management Company shall not, on behalf of a sub-fund, acquire or deal in forward currency contracts except that the Management Company may, for the purpose of hedging currency risks, enter into swap contracts and forward currency contracts or write call options and purchase put options on currencies provided however that:

a) these transactions may only concern contracts which are traded on a regulated market operating regularly, being recognised and open to the public except that the Management Company may, on behalf of a sub-fund, also enter into forward sales of currencies or exchange currencies on the basis of private agreements with highly rated financial institutions specialised in these type of transactions;

b) the transactions made for a sub-fund in one currency may in principle not exceed the valuation of the aggregate assets of such sub-fund denominated in that currency nor exceed the period during which such assets are held. The Management Company may, on behalf of each sub-fund, purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) should the cost thereof be more advantageous to the subfund concerned.

14) The Management Company shall not deal, on behalf of a sub-fund, in financial futures, except that:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of the portfolio securities the Management Company, on behalf of a sub-fund, may have outstanding commitments in respect of financial futures sales contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of such sub-fund's portfolio; and

b) for the purpose of efficient portfolio management the Management Company, on behalf of a sub-fund, may enter into financial futures purchase contracts in order to facilitate changes in the allocation of such sub-fund's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided that sufficient cash, short dated debt securities or instruments (other than the liquid assets referred to in 12c) above), or securities to be disposed of at a predetermined value exist within such subfund to match the underlying exposure of any such futures positions.

15) The Management Company shall not deal, on behalf of a sub-fund, in index options except that:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of a sub-fund's portfolio securities, the Management Company, on behalf of a sub-fund, may sell call options on stock indexes or acquire put options on stock indexes. In such event the value of the underlying securities included in the relevant stock index option shall not exceed, together with outstanding commitments in financial futures contracts sold for the same purpose, the aggregate value of the portion of the securities portfolio to be hedged; and

b) for the purpose of the efficient management of a sub-fund's securities portfolio, the Management Company, on behalf of such sub-fund, may acquire call options on stock indexes mainly in order to facilitate changes in the allocation of such sub-fund's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided the value of the underlying securities included in the relevant stock index options is covered by cash, short dated debt securities and instruments (other than the liquid assets which may have to be held by the sub-fund concerned pursuant to restriction 12c) and 14b) above) or securities available to such sub-fund to be disposed of at predetermined prices;

provided however that the aggregate acquisition cost (in terms of premiums paid) of options on securities and index options purchased by the Management Company, on behalf of such sub-fund, shall not exceed 15 % of the net assets of such sub-fund.

16) The Management Company may, on behalf of a sub-fund, sell interest rate future contracts for the purpose of achieving a global hedge against interest rate fluctuations. It may also for the same purpose write call options or purchase put options on interest rates or enter into interest rate swaps by private agreement with highly rated financial institutions specialised in this type of transactions. The aggregate of the commitments relating to future contracts, options and swap transactions on interest rates may not exceed the aggregate estimated market value of the assets to be hedged and held by a sub-fund in the currency corresponding to these contracts.

The Management Company need not comply with the investment limit percentages laid down above when exercising subscription rights attached to securities that form part of the assets of a sub-fund.

If such percentages are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company must adopt as a priority objective for its sales transactions for the sub-fund concerned the remedying of that situation, taking due account of the interests of the relevant sub-fund's shareholders.

The Management Company, acting on behalf of the sub-funds, shall not sell, purchase or loan securities except the shares of the sub-funds, or receive loans, to or from (a) the Management Company (b) its affiliated companies (c) any director of the Management Company or its affiliated companies or (d) any major shareholder thereof (meaning a shareholder who holds, on his own account whether in his own or other name (as well as a nominee's name), 10% or more of the total issued outstanding shares of such a company) acting as principal or for their own account unless the transaction is made within the restrictions set forth hereabove, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on internationally recognised securities markets or internationally recognised money markets.

The Management Company, on behalf of a sub-fund, may not grant loans or act as guarantor in favour of third parties.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the shareholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the shares of the sub-funds are placed.

7) Issue of shares

Shares of a sub-fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefor to the Custodian within such period thereafter as the Management Company may from time to time determine.

All shares of each sub-fund have equal rights and privileges. Each share of each sub-fund is, upon issue, entitled to participate equally with all other shares of such sub-fund in any distribution upon declaration of dividends in respect of such sub-fund and upon liquidation of such sub-fund.

Certificates for shares or confirmations of shareholding shall be delivered by the Management Company provided that payment therefor has been received by the Custodian.

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of shares, with the laws and regulations of the countries where these shares are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of shares at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring shares, if such a measure is necessary for the protection of the shareholders as a whole and the Trust.

The Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for purchase of shares;
- (b) repurchase at any time the shares held by shareholders who are excluded from purchasing or holding shares.

More specifically:

a) The Management Company will not promote the sale of the Trust's shares to the public within the EU, or any part of it.

b) None of the shares is registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act»). Except as described below, none of the shares may be offered, sold, transferred or delivered, directly or indirectly, in the United States of America or any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction including the Commonwealth of Puerto Rico (the «United States»), or to any citizen or resident thereof (including any corporation, partnership or other entity created or organised in or under the laws of the United States or any political subdivision thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purposes of computing United States federal income tax («US Person»).

The Trust is not registered under the United States Investment Company Act of 1940 (the «Investment Company Act»). The Management Company will not knowingly permit the number of holders of shares in any sub-fund who are US persons or are in the United States to exceed 100. Subject to the foregoing prohibitions, private sales of a portion of the shares to a limited number of sophisticated institutional investors in the United States or which are US persons may from time to time be arranged under restrictions and other circumstances designed to preclude a distribution that would otherwise require registration of the shares under the 1933 Act or cause the Trust to become subject to the Investment Company Act or that would subject the Trust to US taxation, including presentation by such investors, prior to the delivery to them of shares, of a letter containing specified representations and agreements.

For the purpose of restricting or preventing the beneficial ownership of Trust shares by any US person, as defined above, except those US Persons who purchase shares in a private placement, as provided above, the Management Company or its agent may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such shares by a US Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a US Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a US Person; and

(c) where it appears to the Management Company that any US person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, compulsorily repurchase or cause to be repurchased from any such shareholder all shares held by such shareholder, in the following manner:

(i) the Management Company or its agent shall serve a notice (the «purchase notice») upon the shareholder appearing in the Register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his address appearing in the books of the Trust. The shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Management Company or its agent the share certificate or certificates (if any are issued) representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the registration of such shares in the Register of shareholders;

(ii) the price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the relevant sub-fund as at the applicable Dealing Day specified by the Management Company or the Dealing Day following the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with these Management Regulations;

(iii) payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares in US dollars or, at the discretion of the Management Company, in any other freely convertible currency at the rate of exchange for US dollars on the date of payment and will be deposited for payment to such owner with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Trust or its assets nor against the Management Company, the Custodian or any other person in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant sub-fund. The Management Company shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Trust to perfect such reversion;

(iv) the exercise by the Management Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares otherwise than appeared to the Management Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Management Company in good faith.

8) Issue price

The issue price per share of each sub-fund will be the net asset value per share of each subfund on the applicable Dealing Day, calculated in accordance with Article 10) hereafter.

By means of the distribution policy set out in Article 16) hereafter, the Management Company will seek to maintain, to the extent reasonably possible, a constant Net Asset Value per share for each sub-fund equivalent to the initial issue price per share of such sub-fund (the «Fixed NAV Amount»). There are no dealer mark-ups or sales charges.

Payment of the issue price shall be made to the Custodian on the next Dealing Day following the Dealing Day on which the application for purchase of shares is received or deemed to be received (the «payment date»).

«Dealing Day» means for each sub-fund the days designated in the appendix of the relevant sub-fund.

9) Share certificates

Any person or corporate body shall be eligible to participate in a sub-fund by subscribing for one or several shares, subject, however, to the provisions contained in Article 7) of these Management regulations. The Management Company shall issue shares in registered form only. Such certificates shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. In the absence of a request for certificates investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their shares and a confirmation of shareholding will be delivered instead.

10) Determination of Net Asset Value

The Net Asset Value per share of each sub-fund is determined as of every Dealing Day immediately after the daily declaration of dividends.

The Net Asset Value per share at each sub-fund is determined by or under the direction of the Management Company and made available at the office of the Management Company.

Each sub-fund's portfolio securities are valued based upon their amortised cost. This involves valuing an instrument at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the instruments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortised cost, is higher or lower than the price a sub-fund would receive if it sold the instrument.

The Management Company has established procedures designed to stabilise, to the extent reasonably possible, each sub-fund's net asset value per share as computed for the purpose of issues and repurchases at the Fixed NAV Amount. Each sub-fund's portfolio holdings will be monitored by or under the direction of the Management Company to determine whether a deviation exists between the Net Asset Value calculated using market quotations and that calculated on an amortised cost basis. In the event it is determined that a deviation exists which may result in material dilution or other unfair results to investors or existing shareholders, the Management Company, or its appointed agents, will take such corrective action as is regarded as necessary and appropriate, including the reduction of the number of outstanding shares of the relevant sub-fund by the proportionate repurchase of certain of the shares from each shareholder (upon which repurchases no sum would be repayable to the shareholder), the sale of portfolio instruments prior to maturity to realise capital gains or losses, or shortening of average portfolio maturity, withholding dividends, or

establishing a Net Asset Value per share by using available market quotations. If the number of outstanding shares is reduced in order to seek to maintain a constant Net Asset Value per share equal to the Fixed NAV Amount, the number of shares which will be compulsorily repurchased will be the number of shares which represent the difference between the amortised cost valuation and market valuation of the portfolio. Each shareholder will be deemed to have agreed to such compulsory repurchase by his investment in a sub-fund.

Values expressed in a currency other than the reference currency of a sub-fund shall be translated to such currency at the average of the last available buying and selling price for such currency.

The decisions by the Management Company, or its appointed agents, referred to above will be made in accordance with policies adopted from time to time by the Management Company setting forth general guidelines for the calculation of a fair value by officers of the Management Company or other persons designated by it.

In all cases, the Net Asset Value of each sub-fund is determined by adding the value of all securities and other assets attributable to a sub-fund, deducting such sub-fund's liabilities and dividing the resulting amount by the number of shares of such sub-fund outstanding.

If the Net Asset Value per share for any Dealing Day cannot be determined because of a temporary breakdown of communications, or a temporary unavailability of market quotations of the Trust's investments, the Management Company may decide to use, for the purpose of determination of the issue, repurchase and conversion price, the net asset value and dividends per share determined for the preceding Dealing Day.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the sub-funds.

For the purpose of determining the assets and liabilities attributable to each sub-fund, there shall be established a pool of assets for each sub-fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of shares of each sub-fund shall be applied in the books of the Trust to the pool of assets established for that sub-fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Trust to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(c) where the Trust incurs a liability that relates to any asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(d) in the case where any asset or liability of the Trust cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the total net asset values of the relevant sub-fund; provided that all liabilities, whatsoever pool they are attributable to, shall unless otherwise agreed upon the creditors, be binding upon the Trust as a whole;

(e) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any sub-fund, the net asset value of shares of such sub-fund shall be reduced by the amount of such dividends;

11) Suspension of determination of Net Asset Value

The Management Company may temporarily suspend the determination of the net asset value of any sub-fund and in consequence the issue, repurchase and conversion (if applicable) of shares of any sub-fund in any of the following events:

- when one or more Stock Exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of such sub-fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the sub-fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the sub-fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication or of the computers used for the valuation of any investment of the sub-fund or if, for any reason, the value of any asset of the sub-fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the sub-fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the sub-fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

12) Repurchase

Unless otherwise provided in an Appendix hereto relating to a particular sub-fund, shareholders may at any time request the repurchase of their shares.

Repurchase will be made at such net asset value per share of the relevant sub-fund on the applicable Dealing Day and determined in accordance with the terms of Article 10) above. Such repurchase request must be accompanied by the relevant share certificates (if issued).

In case of repurchase of shares, all dividends declared, accrued but not yet paid in respect of the repurchased shares, will be paid together with the repurchase proceeds. In case of repurchase by a shareholder of part of his shares of a sub-fund only nominee shareholders which are providing a nominee service under an agreement made with the Management Company on behalf of the Trust or any other shareholder will have to advise on the specific shares to be repurchased.

Payment of the repurchase price and the dividends as aforesaid shall be made on the next Dealing Day following the Dealing Day on which the application is received or deemed to be received (the «repayment date») if the share certificates (if issued) are received.

The Management Company shall ensure that each sub-fund maintains an appropriate level of liquidity, so that under normal circumstances repurchase of the shares of the sub-fund may be made promptly upon request by shareholders.

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where reimbursement was applied for.

If total requests for repurchases on any Dealing Day exceed a percentage of the total number of Shares of a sub-fund outstanding as determined by the Management Company, the Management Company is entitled to defer any redemption request in whole or in part, so that the such level is not exceeded. Any redemption requests in respect of the relevant Dealing Day so reduced will be effected in priority to subsequent redemption requests received on the next Dealing Day, subject always to the limit referred to above. The limitation will be applied pro rata to all Shareholders who have requested redemptions to be effected on or as at such Dealing Day so that the proportion redeemed of each holding so requested is the same for all such Shareholders.

13) Conversions

When two or more Sub-Funds are in existence, a shareholder may apply to convert some or all of his shares in one sub-fund (the «Old Sub-Fund») into shares of an other sub-fund (the «New Sub-Fund»).

Any application for conversion accompanied by the relevant share certificates (if issued) must be received by the Registrar and Transfer Agent prior to 10 a.m. (Luxembourg time) on a Dealing Day which is a Dealing Day for both the New Sub-Fund and the Old Sub-Fund (the «common Dealing Day»). Applications for conversion received prior to 10.00 a.m. (Luxembourg time) will be dealt with on that common Dealing Day. Applications received after 10.00 a.m. (Luxembourg time) on a Dealing Day shall be deemed to have been received on the following Dealing Day and shall be dealt with on that following common Dealing Day.

However, if the determination of the Net Asset Value of either Sub-Fund has been suspended, the conversion will not be dealt with until expiry of the relevant period of suspension. The number of shares in the Old Sub-Fund to be converted shall be an integral multiple of 1 share.

The number of shares in the New Sub-Fund to which a shareholder is entitled on conversion shall be calculated in accordance with the following formula:

$$N1 = \frac{NAV2 \times N2 \times CCR}{NAV1}$$

Where:

N1 equals the number of shares in the New Sub-Fund to be issued;

N2 equals the number of shares in the Old Sub-Fund to be converted;

NAV1 equals the Net Asset Value per share in the New Sub-Fund on the Dealing Day of the conversion;

NAV2 equals the Net Asset Value per share in the Old Sub-Fund on the Dealing Day of the conversion;

CCR equals the currency conversion factor determined by the Registrar and Transfer Agent on the common Dealing Day as representing the effective rate of exchange between the base currencies of the New Sub-Fund and the Old Sub-Fund provided that where the Old Sub-Fund and the New Sub-Fund have the same currency, the currency conversion factor shall be one.

Distributions which have accrued in respect of shares in the Old Sub-Fund to the date of conversion shall be converted at the effective rate of exchange between the base currencies of the New and the Old Sub-Funds and shall be invested in shares in the New Sub-Fund at the Net Asset Value per share on the Dealing Day of the conversion.

14) Charges of the Trust

The Management Company is entitled to receive a management fee payable quarterly out of the assets of each sub-fund at an annual rate of 0.11% of the average of the daily net asset values of each sub-fund during the relevant quarter, with a minimum of USD 5,500.- per sub-fund per quarter.

The investment advisers and the sub-investment advisers for a specific sub-fund are entitled to receive out of the assets of the relevant sub-fund fees payable at the end of each quarter at an annual rate (specified in an appendix for such sub-fund) of the average daily total Net Asset Value of the sub-fund during the relevant quarter.

The Management Company shall appoint an agent in Japan (the «Agent Securities Company in Japan») to perform such shareholder administrative functions as are required to comply with Japanese regulations or market practice in Japan.

The Management Company may appoint one or more distributors in Japan and elsewhere for marketing the shares of the sub-funds. Such distributors shall be entitled to receive from the assets of the relevant sub-fund fees payable at the end of each quarter in arrears at an annual rate (specified in an appendix corresponding for such sub-fund), of the average daily total Net Asset Value of the sub-funds during the relevant quarter. Allocation among the distributors will be decided based on the average of daily outstanding balance of such sub-fund during the relevant quarter sold by such distributors.

The costs charged to the Trust, which are borne by the sub-funds in accordance with the allocation rules set forth under the section «Determination of the Net Asset Value of Shares» above, also include:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the sub-funds;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian and any custody and transaction charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of the sub-funds is entrusted;
- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the sub-funds (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);

- the fees and expenses of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the sub-funds, and of the Registrar and Transfer Agent, Administrative Agent, Domiciliary Agent and Paying Agent;

- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the shareholders;

- the cost of printing certificates; the cost of preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Trust, including registration statements, prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Trust or the offering of shares of the Trust; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the shareholders (including the beneficial holders of the shares), and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, book-keeping and calculating the daily net asset value; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; lawyers' and auditor's fees; the costs incurred with the admission and the maintenance of the shares on the stock exchanges on which they are listed (if listed); and all similar administrative charges, except, unless otherwise decided by the Management Company, all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the shares.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. The charges other than recurring charges may be amortised over a period not exceeding five years.

15) Accounting year, Audit

The accounts of the Trust are closed each year on 31st October and for the first time on 31st October, 1998.

The Management Company shall appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Trust, carry out the duties prescribed by the law of 30th March, 1988 regarding collective investment undertakings.

The Management Company or its appointed agent shall prepare audited annual accounts and unaudited semi-annual accounts for the Trust. The reports shall contain individual financial informations on each sub-fund expressed in the reference currency of such subfund and consolidated financial informations on the Trust, expressed in United States dollars.

16) Dividends

The Management Company intends, in relation to each sub-fund to proceed to a daily declaration of dividends in an amount necessary to maintain each sub-fund's Net Asset Value per share at the amount specified in its investment policy. The dividends in respect of the shares of each sub-fund issued will accrue during the period from (and including) the payment date (as defined on in Article 8)) of the shares up to (but excluding) the repayment date (as defined in Article 12)) of such shares. On the last Dealing Day in each month all dividends declared, accrued (up to and including the day immediately preceding the last Dealing Day) and not yet paid (after deducting withholding and other taxes required to be paid (if any) in Luxembourg and/or countries of shareholders in respect of dividends), are automatically reinvested against issue of further shares of the relevant sub-fund at the Net Asset Value per share of such sub-fund determined on the Dealing Day preceding the aforesaid last Dealing Day. If a Distributor or Selling Dealer, on behalf of the shareholder, has so indicated to the transfer agent of the Trust, dividends will instead be paid in cash on the next Dealing Day following the aforesaid last Dealing Day by check or bank transfer, subject to applicable foreign exchange regulations applicable in the country where the payment has been requested to be made.

No distribution may be made as a result of which the net assets of the Trust would become less than the minimum of Luxembourg Francs 50,000,000.- as prescribed by Luxembourg law.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Trust.

17) Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective five days after their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

18) Publications

The net asset value, the issue price and the repurchase price per share of each sub-fund will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company and the Custodian.

The audited annual reports and the unaudited semi-annual reports of the Trust are made available to the shareholders at the registered offices of the Management Company, the Custodian and any Paying Agent.

Any amendments to these Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

The amendments and any notices to shareholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the shares of the Trust are offered and sold.

19) Duration of the Trust and the Sub-Funds, Liquidation

The Trust is established for an undetermined period. The Trust may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. The Trust will further be dissolved in any cases required under Luxembourg law. Any notice of dissolution will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper, to be determined jointly by the Management Company and the Custodian.

Issuance, repurchase and conversion of shares will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution of the Trust.

The Management Company will realise the assets of the Trust in the best interests of the shareholders and, upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds of the liquidation, after deducting all liquidation expenses, among the shareholders in proportion of the shares held.

Each sub-fund is established for a period specified in the appendix relating to such subfund.

By agreement between the Management Company and the Custodian, (i) a sub-fund may be liquidated at any time and shareholders of such sub-fund will be allocated the net sales proceeds of the assets of the sub-fund or (ii) a sub-fund may be liquidated at any time and shares of another sub-fund may be allocated to the shareholders of the sub-fund to be liquidated against contribution in kind of the assets of such sub-fund (to be valued by an auditor's report) to the other sub-fund. A liquidation and contribution as contemplated in (ii) can only be made if such liquidation is justified by the size of the liquidated sub-fund, by a change of the economic or political situation affecting the sub-fund or is made for any other reason to assure the best interest of the shareholders concerned.

In case of a liquidation as described in (i) above, the effective date of the liquidation will be notified to shareholders by mail or by fax.

In case of liquidation and contribution of a sub-fund as described in (ii) above, all shareholders of the concerned sub-fund will receive one month prior notice of such liquidation by mail.

Until the effective date of the liquidation of a sub-fund, shareholders may continue to repurchase or convert their shares at the applicable net asset value reflecting provisions made to cover expenses resulting from the liquidation of the relevant sub-fund.

The liquidation or the partition of the Trust and/or any sub-fund may not be requested by a shareholder, nor by his heirs or beneficiaries.

20) Statute of limitation

The claims of the shareholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

21) Applicable law, Jurisdiction and Governing language

Disputes arising between the shareholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Trust to the jurisdiction of courts of the countries, in which the shares of the Trust are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by shareholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations, originally executed on 11th September, 1997 and amended on 19th September, 1997 and 29th September to the present form will become effective on 8th October, 1997.

Luxembourg 29th September, 1997.

IBJ FUND MANAGEMENT
(LUXEMBOURG) S.A.
as Management Company
Signature

THE INDUSTRIAL BANK OF
JAPAN (LUXEMBOURG) S.A.
as Custodian
Signature

Appendix I

to the Management Regulations of GAIKADATE MONEY MARKET FUND

Relating to the sub-fund Gaikadate Money Market Fund - US Dollar Portfolio

1. Name of the sub-fund: Gaikadate Money Market Fund - US Dollar Portfolio (the «sub-fund»)

2. Investment Policy:

The investment objective of the sub-fund is to earn a high level of income while preserving capital and maintaining liquidity by investing in high-grade securities and money market instruments. The Management Company will use its best efforts to maintain the Net Asset Value per share at 1 cent (0.01 USD). The sub-fund will invest in such US dollar denominated short-term debt securities and instruments such as securities issued by the United States Government or United States Government agencies, commercial paper, banker's acceptance notes, certificates of deposit, fixed time deposits and repurchase agreements. The sub-fund will maintain a per centage of its assets in money market instruments with overnight maturity which is adequate to satisfy repurchase requests. The sub-fund will, under ordinary circumstances, hold all investments in debt securities to maturity.

The sub-fund will only invest in securities and instruments whose initial or residual maturity, at the time of acquisition by the sub-fund, does not exceed 12 months, taking into account the financial instruments connected therewith; provided, however, that the Management Company has the intention to invest normally in securities and instruments whose initial or residual maturity does not exceed 90 days.

More than 50% of the sub-fund's assets will be at all times invested in securities which fall under the definition of «Securities» under the Securities and Exchange Law of Japan.

The sub-fund's portfolio will mainly be comprised of:

US Government Securities. The sub-fund may invest in various types of short-term marketable securities issued by or guaranteed as to principal and interest by the US Government and supported by the full faith and credit of the US Treasury. US Treasury bills, the most frequently issued marketable government securities, have a maturity of up to one year and are issued on a discount basis.

US Government Agency Securities. The sub-fund may invest in various types of debt securities issued by US Government-sponsored enterprises, agencies and certain international institutions. Such securities are not direct obligations of the Treasury but involve Government sponsorship or guarantees by Government agencies or enterprises.

Bank Obligations. These obligations include, but are not limited to, negotiable certificates of deposit («CDs»), bankers, acceptances and fixed time deposits. The sub-fund limits its investments in US bank obligations to obligations of first class US banks (including foreign branches) which have more than \$ 1 billion in total assets as the time of investment and are members of the Federal Reserve System or are examined by the Comptroller of the Currency or whose deposits are insured by the Federal Deposit Insurance Corporation. The sub-fund limits its investments in foreign bank obligations to obligations of first class foreign banks which at the time of investment (i) have more than \$ 10 billion, or the equivalent in other currencies, in total assets; (ii) in terms of assets are among the 75 largest non-US banks in the world; (iii) have branches or agencies in the United States; and (iv) in the opinion of the sub-fund's investment adviser, are of an investment quality comparable with obligations of US banks which may be purchased by the sub-fund.

Fixed time deposits are obligations of foreign branches of US banks or foreign banks which are payable at a stated maturity date and bear a fixed rate of interest. It is the policy of the sub-fund not to invest in fixed time deposits subject to withdrawal penalties.

Short-Term Corporate Debt Instruments. The sub-fund may invest in commercial paper which refers to short-term, unsecured promissory notes issued by corporations to finance short-term credit needs.

The sub-fund may also invest in non-convertible corporate debt securities (e.g., bonds and debentures) with no more than one year remaining to maturity at the date of settlement. Corporate debt securities with a remaining maturity of less than one year tend to become extremely liquid and are considered as money market securities.

The sub-fund's commercial paper investments at the time of purchase must be rated at least «A-1» by STANDARD & POOR'S CORPORATION («S&P») or at least «Prime-1» by MOODY'S INVESTORS SERVICE, Inc. («Moody's») or, if not rated, are of comparable quality as determined by the Investment Adviser at its discretion. The sub-fund's investments in corporate bonds and debentures (which must have maturities at the date of purchase of one year or less) must be rated at the time of settlement at least «Aa» by Moody's or «AA» by S&P.

Repurchase Agreements. The sub-fund may enter into repurchase agreements with first class financial institutions (such as banks and broker-dealers) specialised in this type of transactions. A repurchase agreement is an instrument under which the purchaser (i.e. the sub-fund) buys a debt security and the seller agrees to repurchase the security at an agreed-upon price, date and interest payment. This results in a fixed rate of return insulated from market fluctuations during the period. The underlying securities will only consist of US Government or Government agency securities, and in each case the custodian will have possession of the underlying security or the sub-fund's interest, will be entered in the book entry system of the Federal Reserve Board. Repurchase agreements usually are for short periods, such as under one week.

During the lifetime of a repurchase agreement, the sub-fund shall not sell the securities which are the object of the agreement (i) either before the repurchase of the securities by the counterparty has been carried out or (ii) the repurchase period has expired.

The sub-fund shall ensure to maintain the importance of purchased securities subject to a repurchase obligation at a level such that it is able, at all times, to meet its obligations to redeem its own shares.

The reference currency of the sub-fund is the US dollar.

3. Repurchase of Shares:

Shareholders may request the repurchase of their shares of the sub-fund on any Dealing Day.

4. Fees of the Adviser:

The investment adviser is entitled to receive, out of the assets of the sub-fund, fees payable at the end of each quarter in arrears at an annual rate of 0.30% of the average daily total Net Asset Value of the sub-fund during the relevant quarter.

5. Fees of Distributor(s) in Japan

The Distributor in Japan is entitled to a fee at an annual rate of 0.48 per cent of the average of the daily net assets of the sub-fund payable quarterly. In the case where there are several distributors in Japan, allocation among the Distributors will be decided based on the average of daily outstanding balance of shares of the sub-fund during the relevant quarter sold by such distributors.

6. Duration of the sub-fund:

The sub-fund is established for an undetermined period.

7. Dealing Day

Dealing Day means each day i) which is a bank business day in Luxembourg and New York, ii) on which the New York Stock Exchange is open for business and iii) on which securities companies are open for business in Japan. No shares shall be issued or redeemed on December 24.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 1997, vol. 498, fol. 52, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37650/260/639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 1997.

FIMEF S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 31.082.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 67, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 1997.

Signature.

(30487/604/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

TOTAL ALPHA BALANCED TRUST, Fonds Commun de Placement.**MANAGEMENT REGULATIONS****1) The Trust**

TOTAL ALPHA BALANCED TRUST (hereafter referred to as the «Trust») organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated co-proprietorship of the transferable securities (hereinafter referred to as «securities») of the Trust, managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the «shareholders») by TOTAL ALPHA INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The Trust is organized under the law of 19th July, 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public. The assets of the Trust, which are held in custody by NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and those of other funds managed by the Management Company. By the acquisition of Shares of the Trust, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the shareholders, the Management Company and the Custodian.

2) The Management Company

The Trust is managed on behalf of the shareholders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Trust, subject to the restrictions set forth in Article 5 hereafter, on behalf of the shareholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Trust.

The Board of Directors of the Management Company (hereinafter the «Board of Directors») shall determine the investment policy of each Fund (as defined hereafter) within the restrictions set forth in Article 6 hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Trust.

The Management Company, any investment advisers and the distributors are entitled to fees, payable monthly, quarterly or annually, in advance or in arrears, based on the average of the net assets of each Fund during the relevant period. The total of such fees to be paid out of the assets of the Fund in respect of each Fund (as defined in 4 below) may not exceed an annual rate of 2.5% of the net assets attributable to such Fund not inclusive of any performance fee payable in respect of a Fund as disclosed in the marketing documents of such Fund.

3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organized under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by the one to the other. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under the Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the shareholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all assets of the Trust to the new Custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Luxembourg law.

All cash and securities constituting the assets of the Trust shall be held by the Custodian on behalf of the shareholders of the Trust. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in fungible or non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Trust's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Trust on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Trust.

The Custodian is entitled to a fee based on the net assets of the Trust as determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is payable quarterly.

4) The Funds

Shares may be issued by the Management Company in different sub-funds (hereafter the «Fund» or the «Funds»).

A separate portfolio of investments and assets will be maintained for each Fund. The different portfolios will be separately invested in accordance with their respective investment policies and objectives. The specific characteristics of each Fund, as well as the duration of each Fund are more fully described in the Prospectus of the Trust. If the Management Company decides to issue shares in further Funds, the Prospectus shall be updated.

Upon decision of the Management Company any Fund may be split into several Funds with the same or different characteristics by a correspondent split of the portfolio of the Fund to be split. The Management Company may not decide a split of Funds if the rights of any shareholder(s) of any of the resulting Funds are changed in any way unless the

shareholder(s) concerned has (have) specifically agreed to such changes or unless the shareholder(s) concerned has (have) received adequate prior notice with the option to redeem its (their) shares, without charge, prior to the date the split becomes effective.

In accordance with the following paragraph, the Management Company may, upon the Investment Adviser's advice, stop the management of any Fund and consider its liquidation when it believes that it is impossible or difficult to achieve the investment objective of such Fund due to the occurrence of any unforeseeable events in the markets and securities in which a Fund invests.

By agreement between the Management Company and the Custodian, (i) a Fund may be liquidated at any time and shareholders of such Fund will be entitled to the net sales proceeds of the assets of the Fund or (ii) a Fund may be liquidated at any time and shares of another Fund may be allocated to the shareholders of the Fund to be liquidated against contribution in kind of the assets of such Fund (to be valued by an auditor's report) to the other Fund. A liquidation as contemplated in (ii) can only be made if such liquidation is justified by the size of the liquidated Fund, by a change of the economic or political situation affecting the Fund or is made for any other reason to assure the best interest of the shareholders concerned.

In case of liquidation of a Fund as described above, all shareholders of the relevant Fund will receive one month prior notice of such liquidation in writing. Until the effective date for the cancellation, shareholders may continue to repurchase their shares at the applicable net asset value on any Valuation Date (as defined hereafter) reflecting provisions made to cover expenses resulting from the liquidation of the Fund.

Any of the notices or consents set forth above may be disregarded if waived by all shareholders concerned.

5) Investment Policy

The Management Company shall invest the proceeds paid into the Trust for joint account of shareholders in transferable securities and other assets permitted by law in conformity with the principle of risk spreading. In this context the Management Company shall specify the investment guidelines for each Fund and publish such guidelines in the prospectus of the Trust.

6) Investment restrictions

While managing the assets of the Trust, the Management Company, or its appointed agents, shall comply with the following restrictions.

1. The Management Company may not, on behalf of each Fund, invest in the securities of any one issuer, if the value of the holdings of such Fund in the securities of such issuer exceeds 25% of the total net assets of such Fund.

2. The Management Company may not, on behalf of the Trust, invest in the securities of any single issuer if the Trust owns more than 20 % of the securities of the same kind issued by such issuer.

3. The Management Company may not, on behalf of each Fund, invest more than 25% of the net assets of such Fund in securities which are not traded on an official stock exchange or on a regulated market offering comparable guarantees.

The percentages set forth above shall not apply to securities issued or guaranteed by any government or any local authority of any State or country of Europe, North and South America, Asia, Australasia and Africa or by any public international body with regional or worldwide scope.

Restrictions 1., 2. and 3. shall not be applicable to investments made in collective investment undertakings of the open ended type if such collective investment undertakings are subject to risk diversification requirements comparable to those applicable to the Trust. If investments are made in collective investment undertakings of the same promoter, no doubling of management and advisory fees or sales commissions will occur.

4. The Management Company may not, on behalf of the Trust, make investments for the purpose of exercising control or management.

5. The Management Company may not, on behalf of the Trust, purchase or sell real estate, provided that the Trust may invest in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

6. The Management Company may not, on behalf of the Trust, purchase or sell commodities or commodity contracts.

7. The Management Company may not, on behalf of the Trust, borrow amounts in excess of 25% of the total net assets of each Fund.

8. The Management Company may not underwrite securities of other issuers.

9. The Management Company may not, on behalf of the Trust, grant loans or act as guarantor for third parties except by acquisition of debt securities or instruments in accordance with these investment restrictions.

10. The Management Company may employ techniques and instruments relating to transferable securities under the conditions and within the limits laid down by law, regulation or administrative practice provided that such techniques or instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. With respect to options on securities:

a) the Management Company may not, on behalf of each Fund, invest in put or call options on securities unless:

i) such options are quoted on a stock exchange or dealt in on a regulated market; and

ii) the acquisition price of such options does not exceed, in terms of premiums, 15% of the net assets of the concerned Fund;

b) the Management Company may sell, on behalf of each Fund, call options on securities provided that

i) such securities are already held or the relevant Fund holds equivalent call options or other instruments capable of ensuring adequate coverage of the commitments resulting from such contracts, such as warrants, or

ii) the aggregate of the exercise prices of uncovered call options does not exceed 25% of the relevant Fund's net assets and the relevant Fund must at any time be in the position to ensure the coverage of the position taken as a result of the writing of such options.

c) the Management Company may not, on behalf of each Fund, write put options on securities unless the Trust holds, on behalf of the concerned Fund, sufficient liquid assets to cover the aggregate of the exercise prices of such options written.

11. The Management Company may, on behalf of each Fund, for the purpose of hedging, enter into transactions the objects of which are forward currency contracts or write call options and purchase put options on currencies, provided however that

a) these transactions may only concern contracts which are traded on a regulated market operating regularly, being recognized and open to the public except that the Management Company may also, on behalf of each Fund, enter into forward sales of currencies or exchange currencies on the basis of private agreements with highly rated financial institutions specialized in this type of transactions;

b) the net forward and option transactions made in one currency may in principle not exceed the valuation of the aggregate assets denominated in that currency, provided however that the Management Company may, on behalf of each Fund, purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) should the cost thereof be more advantageous to the Trust.

12. The Management Company may not deal, on behalf of each Fund, in financial futures, except that:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of the portfolio securities the Trust may, in respect to each Fund, have outstanding commitments in respect of financial futures sales contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of the relevant Fund's portfolio;

b) for the purpose of efficient portfolio management the Trust may, in respect to each Fund, enter into financial futures purchase contracts in order to facilitate changes in the allocation of each Fund's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided that sufficient cash, short dated debt securities or instruments (other than the liquid assets which might have to be held by the relevant Fund pursuant to restriction 10.c) above), or securities to be disposed of at a predetermined value exist to match the underlying exposure of any such futures positions.

13. The Management Company may not deal, on behalf of each Fund, in index options except that:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of its portfolio securities the Management Company, on behalf of each Fund, may sell call options on stock indexes or acquire put options on stock indexes. In such event the value of the underlying securities included in the relevant stock index option shall not exceed, together with outstanding commitments in financial futures contracts entered into for the same purpose, the aggregate value of the portion of the securities portfolio to be hedged; and

b) for the purpose of the efficient management of its securities portfolio the Management Company, on behalf of each Fund, may acquire call options on stock indexes mainly in order to facilitate changes in the allocation of the Fund's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided the value of the underlying securities included in the relevant stock index options is covered by cash other than liquid assets referred to under 12) b) and 10) c), short dated debt securities and instruments or securities to be disposed of at predetermined prices;

provided however that the aggregate acquisition cost (in terms of premiums paid) of options on securities and index options purchased by the Management Company, on behalf of each Fund, shall not exceed 15% of the net assets of each Fund.

14. The Management Company may lend each Fund's portfolio securities to specialised banks, credit institutions and other financial institutions of high standing, or through recognized clearing institutions such as CEDEL or EUROCLEAR. The lending of securities will be made for periods not exceeding 30 days. Loans will be secured continuously by collateral consisting of cash, and/or of securities issued or guaranteed by member states of the OECD or by their local authorities which at the conclusion of the lending agreement, must be at least equal to the value of the global valuation of the securities lent. The collateral must be blocked in favour of the relevant Fund until termination of the lending contract. Lending transactions may not be carried out on more than 50% of the aggregate market value of the securities of the portfolio, provided however that this limit is not applicable where the relevant Fund has the right to terminate the lending contract at any time and obtain restitution of the securities lent. Any transaction expenses in connection with such loans may be charged to the relevant Fund.

The Management Company may, on behalf of the Trust, enter into the transactions referred to under 12) and 13) above only if these transactions concern contracts which are traded on a regulated market operating regularly, being recognized and open to the public. With respect to options referred to under 10), 11) and 13) above, the Management Company, on behalf of the Fund, may enter into OTC option transactions with first class financial institutions participating in this type of transactions if such transactions are more advantageous to the Trust or if quoted options having the required features are not available.

The Management Company may from time to time amend these investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the shareholders.

The Management Company need not comply with the investment limit percentages above when exercising subscription rights attaching to securities which form part of the Trust's assets.

If such percentages are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company must adopt as a priority objective for its sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interests of the Trust's shareholders.

The Management Company shall, on behalf of the Trust, not sell, purchase or loan securities except the Shares of the Trust, or receive loans, to or from (a) the Management Company, (b) its affiliated companies, (c) any director of the Management Company or its affiliated companies or (d) any major shareholder thereof (meaning a shareholder who holds, on his own account whether in his own or other name (as well as a nominee's name), 10% or more of the total issued outstanding shares of such a company) acting as principal or for their own account unless the transaction is made

within the restrictions set forth in the Management Regulations, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on internationally recognized securities markets or internationally recognized money markets.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the shareholders or, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the Shares of the Trust are placed.

7) Issue of shares and restrictions on issue and transfer of shares

Shares of each Fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefore to the Custodian within such period thereafter as the Management Company may from time to time determine.

All Shares have equal rights and privileges. All Shares in each Fund are, upon issue, entitled to participate equally with all other Shares in any distribution upon declaration of dividends in respect of such Fund or upon liquidation.

Certificates for Shares or confirmations shall be delivered by the Management Company provided that payment therefore shall have been received by the Custodian.

The Trust has been organized under the Luxembourg law of 19th July, 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The sale of Shares in the Trust is restricted to institutional investors and the Management Company will not accept to issue Shares to persons or companies who may not be considered as institutional investors. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Shares which would result in a non-institutional investor becoming a shareholder in the Fund.

The Management Company may, at its full discretion, refuse the issue of Shares or the transfer of Shares, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Shares are sold or transferred is an institutional investor.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

Institutional investors subscribing in their own name, but on behalf of a third party, must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of an institutional investor as aforesaid and the Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the Shares is an institutional investor.

Shares may not be transferred to any person or any entity without prior consent of the Management Company and the Custodian, which consent can only be withheld in the circumstances described above, in the circumstances described in the following paragraph or in any other circumstances where any such transfer would be detrimental to the Trust or its shareholders.

Neither the Management Company nor the Custodian shall give its prior consent to the transfer of shares if, as a result of such transfer, the number of holders (including beneficial owners, but excluding non-residents of Japan as defined by Item 6, Paragraph 1 of Article 6 of Foreign Exchange and Foreign Trade Control Law of Japan, Law No. 228, 1949) of shares (including newly issued shares which are of same kind with those of the Trust as defined under Article 1-6 of the Enforcement Order of the Securities and Exchange Law of Japan, and which were issued within 6 months before the date of issue of the Shares) will become 50 or more.

In case where the transferees are residents of Japan, if the Shares are registered in the name of a nominee, for the purpose of ascertaining if the transfer of shares can be made in accordance with the restrictions set forth in the preceding paragraph, and/or if the transferees are residents of Japan, the Management Company and/or the Custodian may rely on a confirmation statement made by such nominee on the matter referred to in the preceding paragraph.

The Shares have not been registered under the United States Securities Act of 1933 and may not be offered directly or indirectly in the United States of America (including its territories and possessions), to nationals or residents thereof or to persons normally resident therein, or to any partnership or persons connected thereto unless pursuant to any applicable statute, rule or interpretation available under United States law which the Management Company deems acceptable to it.

More generally, the Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for Shares;
- (b) repurchase at any time the Shares held by shareholders who are excluded from purchasing or holding Shares.

8) Issue price

The issue price per Share of each Fund will be the net asset value per Share as determined in accordance with the provisions of Article 10) hereof on the applicable Valuation Date (as hereafter defined), plus a sales charge not exceeding 3% of the net asset value in favour of banks and financial institutions acting in connection with the placing of the Shares.

A «Valuation Date» means a date determined from time to time by the Management Company for each Fund and published in the offering documents, provided that there shall be at least one Valuation Date in each month.

Payment of the issue price shall be made within 5 Business Days counting from and including the relevant Valuation Date.

A «Business Day» shall mean a bank business day in Luxembourg.

The Management Company is authorised at its discretion to issue shares of the Trust against contributions in kind provided that any contribution in kind is valued by the Trust's auditor and compatible with the relevant Fund's investment policy.

9) Share certificates

The Management Company shall issue Shares in registered form only. Each certificate shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. In the absence of a request for certificates

investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their Shares and a confirmation will be delivered instead.

10) Determination of Net Asset Value

The Net Asset Value of Shares of each Fund in the Trust shall be expressed in United States dollars (except that when there exist any state of monetary affairs which, in the opinion of the Board of Directors, makes the determination in United States dollars either not reasonably practical or prejudicial to the shareholders, the net asset value may temporarily be determined in such other currency as the Board of Directors may determine) as a per share figure.

The net asset value of the Shares of each Fund will be determined by the Management Company on the applicable Valuation Date for the relevant Fund, by dividing the value of the assets of the relevant Fund less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) attributable to such Fund by the total number of Shares of the relevant Fund outstanding. To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued.

There shall be established a pool of assets for each Fund in the following manner:

(a) The proceeds from the issue of each Fund shall be applied in the books of the Trust to the pool of assets established for that Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this section;

(b) Where any assets are derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Trust to the same pool as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(c) Where the Trust incurs a liability which relates to any asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(d) In the case where any asset or liability of the Trust cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset values of the relevant Funds; provided that all liabilities, to whichever pool they are attributable, shall, unless otherwise agreed upon by the creditors, be binding upon the Trust as a whole;

(e) Upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Fund, the net asset value of such Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) securities listed on a Stock Exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such Exchange or market. If a security is listed on several Stock Exchanges or markets, the last available price at the Stock Exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) securities not listed on any Stock Exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available transaction price;

(c) securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;

(d) cash and other liquid assets will be valued at their amortized cost;

(e) values expressed in a currency other than the currency of the concerned Fund shall be translated to that currency at the average of the last available buying and selling price for such currency.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of each Fund.

11) Suspension of determination of Net Asset Value

The Management Company may temporarily suspend determination of the net asset value and in consequence the issue and the repurchase of Shares in any of the following events:

- when one or more Stock Exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Trust, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Trust are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Trust is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Trust or if, for any reason, the value of any asset of the Trust may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Trust are rendered impracticable or if purchases and sales of the Trust's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

Any suspension will be notified to those shareholders who have applied for issue or repurchase and, if appropriate, shall be published.

12) Repurchase

Shareholders may at any time request repurchase of their Shares in any Fund, in whole or in part.

Repurchase of Shares of each Fund will be made at their relevant net asset value determined on the applicable Valuation Date. Any repurchase request must be accompanied by the relevant share certificates (if issued).

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in the portfolio of each Fund, so that under normal circumstances repurchase of the Shares of that Fund may be made promptly upon request by shareholders.

Payment of the repurchase price shall be made not later than 5 Business Days from and including the relevant Valuation Date subject to receipt of the share certificate (if issued).

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where repurchase was applied for.

13) Conversion of shares

The Management Company may decide in respect of certain Funds that Shareholders wishing to convert from one Fund to another Fund will be entitled to do so on the terms and conditions as the Management Company may fix from time to time.

14) Charges of the Trust

The Trust will bear the following charges:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Trust;
- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Trust (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration of the Management Company, any investment advisors within the limits set out in article 2 hereof;
- the remuneration and out-of-pocket expenses of distributors and registration agents (if any);
- the remuneration and out-of-pocket expenses of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the Trust, and of the Registrar, Transfer, Domiciliary and Administrative Agent and the Paying Agent;
- legal and auditing expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the shareholders;
- the cost of printing certificates; the cost of preparing and/or filing and printing of the Management Regulations and all other documents concerning the Trust, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Trust or the offering of Shares of the Trust; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the shareholders, including the beneficial holders of the Shares and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the net asset value; the cost of preparing and distributing notices to the shareholders; lawyers' and auditor's fees; and all similar administrative charges, including all expenses incurred in offering or distributing the Shares.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortized over a period not exceeding five years.

15) Accounting year, Audit

The accounts of the Trust are closed each year on 31st December and for the first time on 31st December, 1997. The reference currency of the Trust is the United States dollar.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors appointed by Management Company.

The Management Company shall also appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Trust, carry out the duties prescribed by Luxembourg law.

16) Distributions

The Management Company may declare dividends for each Fund to the extent permitted by Luxembourg law. The dividend policy of each Fund shall be decided by the Management Company and disclosed in the Prospectus issued by the Trust.

No distribution may be made as a result of which the total net assets of the Trust would fall below the equivalent in United States dollars of 50,000,000.- Luxembourg francs.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Fund.

17) Amendment of the Management Company

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective on the date of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

18) Publications

The latest net asset value, the issue price and the repurchase price per Share of each Fund will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company, or its appointed agents, and the Custodian.

The audited annual report and the unaudited semi-annual report of the Trust are made available to the shareholders at the registered offices of the Management Company, or its appointed agents, and the Custodian.

Any amendments to these Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

19) Duration of the Fund, Liquidation

The Trust is established for period to end on the last business day of February, 2007. The Trust and any Fund may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. Any notice of disso-

lution of the Trust will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper, to be determined jointly by the Management Company and the Custodian.

Any Fund shall be established for a period to end on the last business day of February, 2007 unless a different period is set forth in the Prospectus.

Issuance and repurchase of Shares will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution.

The Management Company will realize the assets of the Trust or any Fund in the best interests of the shareholders and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of the liquidation, after deducting all liquidation expenses, among the shareholders in proportion of the Shares held.

The liquidation or the partition of the Trust or any Fund may not be requested by a shareholder, nor by his heirs or beneficiaries.

20) Statute of limitation

The claims of the shareholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

21) Applicable law, Jurisdiction and Governing language

Disputes arising between the shareholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Trust to the jurisdiction of courts of the countries, in which the Shares of the Trust are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by shareholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations come into force on 13th October, 1997

Luxembourg, 9th October, 1997.

TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND
MANAGEMENT COMPANY S.A.
as Management Company
Signature

NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A.
as Custodian
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 1997, vol. 498, fol. 52, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37722/260/434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 1997.

FOOD REINSURANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 39.041.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 69, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

(30489/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GE-SYSTEMS, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 41.327.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 7 août 1997, vol. 496, fol. 56, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 1997.

Pour la société
WEBER & BONTEMPS, Société Civile

(30491/592/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GECALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 22.094.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 69, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour la société
Signature

(30492/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GEMARLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 35.282.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 70, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour la société
Signature

(30493/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GENERAS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 27.046.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 69, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

(30495/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GLAVERBEL CAPITAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 29.042.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 70, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

(30498/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

GLAVERBEL FINANCE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 43.795.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 69, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

(30499/730/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1997.

PRIMARK LUXEMBOURG, Société anonyme de participations financières.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 24-26, avenue de la Gare.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le cinq août.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société de droit des Etats-Unis d'Amérique PRIMARK HOLDING CORPORATION, Delaware, ayant son siège principal à 8251 Greensboro Drive, suite 7000, McLean, Virginia (USA),

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Gérard Matheis, MBA, demeurant à Olm (Luxembourg),

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

2.- La société de droit des Etats-Unis d'Amérique PRIMARK CORPORATION, Michigan, ayant son siège principal à 1000 Winter Street, Waltham, Massachusetts (USA),

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Cornelius Bechtel, employé privé, demeurant à Howald (Luxembourg),

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Les prédites procurations, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, agissant ès dites qualités, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme que les parties prémentionnées vont constituer entre elles.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de PRIMARK LUXEMBOURG.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se seront produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet tous services d'informations destinées aux institutions financières et notamment aux banques commerciales, banques d'investissement, sociétés de gestion de trésorerie, agents de change et en particulier, la fourniture à ces usagers de solutions empruntant la technologie de l'informatique ainsi que ses applications, en utilisant les banques de données financières, économiques et commerciales.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange ou de toute manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six ans.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunira le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se terminera le 31 décembre 1998.

2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 1999.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) seront élus par l'assemblée générale extraordinaire suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article sept (7) des statuts, le premier président du conseil d'administration sera désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et Paiement

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- La société PRIMARK HOLDING CORPORATION, Delaware, prémentionnée, mille deux cent quarante-neuf actions	1.249
2.- La société PRIMARK CORPORATION, MICHIGAN, une action	<u>1</u>
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Les actions ci-avant souscrites ont été intégralement libérées en numéraire, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatacion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à quatre-vingt mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice de 1998.

1.- Monsieur Joseph Edward Kasputys, directeur de sociétés, demeurant au 398, Simon Willard Road Concord, Massachusetts 01742 (USA);

2.- Monsieur Michael Raymond Kargula, directeur de sociétés, demeurant au 96, Williams Road Concord, Massachusetts 01742 (USA);

3.- Monsieur Stephen Harry Curran, directeur de sociétés, demeurant à Lexington, Somerset Road, Massachusetts 01273 (USA).

L'assemblée générale nomme Monsieur Joseph Edward Kasputys, préqualifié, aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice de 1998:

La société à responsabilité limitée COMMISERV, S.à r.l., ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

Troisième résolution

Le siège social de la société est établi à L-1930 Luxembourg, 24-26, avenue de la Liberté.

Quatrième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à nommer comme Directeur Général, chargé de la gestion journalière de ladite société:

Monsieur Marcus Josephus Michels, General Manager, demeurant à Van Sasse Van Ysselstraat 5, 5062 CV Oisterwyk (Pays-Bas).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en français, suivis d'une version anglaise; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Suit la traduction en langue anglaise du texte qui précède:

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the fifth of August.
Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Luxembourg).

There appeared:

1.- The company Primark Holding Corporation, Delaware, a company existing under the laws of USA and having its main office at 8251 Greensboro Drive, Suite 7000, McLean, Virginia (USA),

here represented by:

Mr Gérard Matheis, MBA, residing in Olm (Luxembourg),

by virtue of a proxy given to him under private seal;

2.- The company PRIMARK CORPORATION, Michigan, a company existing under the laws of USA and having its main office at 1000 Winter Street, Waltham, Massachusetts (USA),

here represented by:

Mr Cornelius Bechtel, private employee, residing in Howald (Luxembourg),

by virtue of a proxy given to him under private seal.

The prenamed proxies, after having been signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain attached to present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing persons, acting in their hereabove stated capacities, have requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme, with the above-mentioned parties intend to organize among themselves.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those that might become owners of the shares created hereafter, a joint stock company (société anonyme) is herewith formed under the name of PRIMARK LUXEMBOURG.

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice to the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders, meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The company's object is, providing information services to financial institutions including, but not limited to, commercial banks, investment banks, money management firms and stock brokers, and, in particular, furnishing to such users information technology solutions with combine advanced software and applications thereof and which utilize comprehensive data bases of financial, economic and business information.

The company may undertake all commercial, personal property, real estate and financial operations related directly or indirectly to the above-mentioned activities or which may facilitate their realization.

The company has also as object the holding of participations in any form whatever in Luxembourg and foreign companies; the acquisition by purchase the incorporation, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or otherwise to grant loans to or to borrow loans from said companies, as well as the conduct and management of said companies. The company may participate in the development of any such enterprises and may render them every assistance, without subjecting itself to the law of 31st of July 1929 governing holding companies.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg Francs (LUF 1,250,000.-) divided into one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of one thousand Luxembourg Francs (LUF 1,000.-) each.

The shares are in bearer or registered form at the option of the shareholder.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and Statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a president. If the president is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the president or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the members present or represented. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders of the company. The delegation to a member of the board is subject to a previous authorization of the general meeting of shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of any two directors, or by the sole signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General Meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Friday in the month of June at 11.00 a.m.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing twenty per cent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January, 1st and shall end on December, 31st the same year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five per cent of the net profit for the financial year must be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten per cent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply insofar as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December, 31st 1998.

The first annual general meeting shall be held in 1999.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

By deviation from article 7 of the articles of incorporation, the first president of the board of directors is designated by the extraordinary general shareholders' meeting that designates the first board of directors of the company.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed to as follows:

1.- The company PRIMARK HOLDING CORPORATION, Delaware, prementioned, one thousand two hundred and forty-nine shares	1,249
2.- The company PRIMARK CORPORATION, Michigan, prementioned, one share	1
Total: one thousand two hundred and fifty shares	1,250

The subscribed shares have been entirely paid up in cash of LUF 1,250,000.- (one million two hundred and fifty thousand Luxembourg Francs), as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at eighty thousand Luxembourg Francs.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the hereabove stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and passed unanimously the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the accounts as of December, 31st 1998.

1.- Mr Joseph Edward Kasputys, company director, residing in 398 Simon Willard Road Concord, Massachusetts 01742 (USA);

2.- Mr Michael Raymond Kargula, company director, residing in 96 Williams Road Concord, Massachusetts 01742 (USA);

3.- Mr Stephen Harry Curran, company director, residing in Lexington, Somerset Road, Massachusetts 01273 (USA).

Mr Joseph Edward Kasputys, prenamed, has been elected as president of the board of directors by the extraordinary general meeting.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the accounts as of December, 31st 1998.

The company COMMISERV, S.à r.l., having its registered office in L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.

Third resolution

The company's registered office is located in L-1930 Luxembourg, 24-26, avenue de la Liberté.

Fourth resolution

The board of directors is authorized to appoint as General Manager, to take care of the daily affairs of the company: Mr Marcus Josephus Michels, General Manager, residing in Van Sasse Van Ysselstraat 5,5062 CV Oisterwyk (NL).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in French followed by a English translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English texts, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: G. Matheis, C. Bechtel, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 août 1997, vol. 829, fol. 43, case 8. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 août 1997.

J.-J. Wagner.

(30770/239/393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

R.P. CONSULT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7241 Bereldange, 121, route de Luxembourg.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le six août.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1) Monsieur Claude Werer, avocat, demeurant à Luxembourg; et

2) Monsieur René Baron Paulus de Chatelet, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux.

Titre I^{er}. - Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er}. Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de R.P. CONSULT S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Bereldange. L'adresse du siège pourra être transféré dans les limites de la commune de Walferdange par simple décision du conseil d'administration. Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se produiront ou, seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

1. L'entreprise de démarches commerciales soit en qualité de représentant ou de commissionnaire dans quelque domaine que ce soit;

2. toutes opérations d'assurances, quelles qu'elles soient, courtage d'assurances de toutes sortes, courtage hypothécaire et toutes opérations de prêt et de financement, quelles qu'elles soient et sous toutes formes;

3. toutes opérations pour son compte ou pour le compte de tiers. Dans le cadre de ses activités, elle pourra notamment s'occuper du courtage, de la consultance, de l'expertise ainsi que de la recherche et développement;

4. La mise en oeuvre d'activités relatives à un bureau de consultance et/ou d'études comprenant notamment:

- la publication, la réalisation de prospectus, le «mailing» relatif à toute information, document;

- l'organisation d'événements pour le compte de personnes privées ou morales qu'ils soient d'ordres culturels ou professionnels;

- la réalisation de recherches, d'enquêtes privées ou commerciales pour le compte de personnes physiques ou morales ou de droit public;

5. La société pourra faire toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

La société peut effectuer au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger tous actes, opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social, susceptibles de le développer ou d'en faciliter l'exécution.

Toutes les clauses du présent article doivent être interprétées dans le sens le plus large.

Elle peut, en outre, fonder ou ouvrir des succursales, filiales, comptoirs, agences, bureaux, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La société pourra accepter un mandat d'administrateur, éventuellement délégué à la gestion journalière, de gérant, dans d'autres sociétés.

Ce mandat pourra être rémunéré ou gratuit.

Elle peut s'intéresser par voie d'apports, de fusion, d'absorption ou de souscription à toutes entreprises ou sociétés Grand-Ducales ou étrangères, ayant un objet semblable, analogue ou connexe, ou de nature à favoriser celui de la société.

D'une façon générale, elle pourra prendre toutes mesures et faire toutes opérations jugées utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à un million cinq cent mille francs luxembourgeois (1.500.000,-) représenté par mille cinq cents (1.500) actions d'une valeur nominale de mille francs (1.000,-) chacune, entièrement libérées.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actions de la société sont exclusivement au porteur.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres, en respectant les conditions prévues par la loi. Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Titre II. - Administration - Surveillance

Art. 6. La Société est administrée par un conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas, l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut de deux administrateurs. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres en fonction est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par simple lettre, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par «conference call» ou par tout autre moyen similaire ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent s'entendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances., Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 9. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer les pouvoirs de la gestion journalière à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, étant entendu que toute délégation de la gestion journalière à un administrateur requiert l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Le conseil peut également confier la direction d'une partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et conférer des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, administrateurs ou non.

Art. 11. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou, dans le cadre de la gestion journalière uniquement, par la signature d'un délégué à la gestion journalière, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 12. Les opérations de la société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Titre III. - Assemblées générales

Art. 13. L'assemblée générale régulièrement convoquée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Art. 14. L'assemblée générale statutaire se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier jeudi du mois d'avril à 11.00 heures de chaque année.

Si ce jour est férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales, même l'assemblée annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 15. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre IV. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent du capital social

L'assemblée générale décide souverainement de l'affectation du solde.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

Titre V. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée, générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Pour toutes les matières qui ne sont pas réglées par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les Sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Dispositions transitoires:

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1997.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra le premier jeudi du mois d'avril en 1998.

Souscription et Libération

Les comparants ont souscrit la totalité des actions comme suit:

1) Monsieur Claude Werer, prénommé, une action	1
2) Monsieur René Baron Paulus de Chatelet, mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions	1.499
Total: mille cinq cents actions	1.500

Toutes ces actions ont été entièrement libérées par versement en espèces si bien que la somme d'un million cinq cent mille francs luxembourgeois (1.500.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire, qui le constate expressément.

Constatacion

Le notaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation de frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de cinquante-cinq mille francs luxembourgeois (55.000,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarent se réunir en assemblée générale extraordinaire et prennent, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Christian Berbe, ingénieur civil, directeur de sociétés, demeurant à L-7412 Bour, 5, route d'Arlon;

b) Monsieur Claude Werer, avocat, demeurant à Luxembourg;

c) Monsieur René Baron Paulus de Chatelet, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommé commissaire au comptes Monsieur Alain Laets, expert fiscal, demeurant à Bruxelles.

3) Les mandats des administrateurs et celui du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 1998.

4) Le siège social de la société est fixé à L-7241 Bereldange, 121, route de Luxembourg.

5) Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière à l'un quelconque de ses membres actuellement en fonction.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Werer, R. B. Paulus de Châtelet, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 août 1997, vol. 834, fol. 72, case 6. – Reçu 15.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 13 août 1997.

F. Kessler.

(30771/219/198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

TMI LUXEMBOURG S.A.,

TMI TELEMEDIA INTERNATIONAL LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Registered office: L-1330 Luxembourg, 12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the first of August.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Dudelange (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

1. TMI TELEMEDIA INTERNATIONAL ITALIA S.p.A., with registered office at Via del Campo Boario 19, I-00153 Roma;

2. Mr Ocare Cicchetti, company director, residing at Via Sallustio N. 91, I-67100 L'Aquila, both here represented by Mr Olivier Ferres, consultant, residing at 16, avenue du Bois, L-2151 Luxembourg, by virtue of two proxies established in Rome on July 14, 1997.

Said proxies, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in his hereabove stated capacities, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme» which the founding shareholders form between themselves:

Title I: Denomination, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a société anonyme under the name of TMI TELEMEDIA INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., named TMI LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg City.

It may be transferred to any other address in Luxembourg-City by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for unlimited period.

Art. 4 The object of the Corporation is the holding of participations, in any form whatever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, debentures, notes and other securities of any kind. The Corporation may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Title II: Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg Francs (LUF 1,250,000.-), represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of one thousand Luxembourg Francs (LUF 1,000.-) each, fully paid up.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares may also be issued as registered or bearer shares, at the option of the shareholder.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The corporation may proceed to the repurchase of its own shares in compliance with legal requirements.

Title III: Management

Art. 6. The corporation is managed by a board of directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman.

The board of directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of two directors or by the sole signature of the managing director, provided that special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its owner members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigation involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV: Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V: General Meeting

Art. 13. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the fifteenth of April at 10.00 a.m. If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI: Accounting Year, Allocation of Profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortisation, the credit balance represents the net profit of the corporation. On the net profit, five per cent (5.00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10.00 %) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII: Dissolution, Liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidation, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII: General Provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

Transitory Provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the thirty-first of December 1997.
2. The first annual meeting of the shareholders shall be held in 1998.

Subscription

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribed to the whole capital as follows:

1. TMI TELEMEDIA INTERNATIONAL ITALIA S.p.A., prenamed, one thousand two hundred and forty-nine shares	1,249
2. Mr Oscare Cicchetti, prenamed, one share	1
Total: one thousand two hundred and fifty shares	1,250

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg Francs (LUF 1,250,000.-) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately seventy thousand Luxembourg Francs (LUF 70,000.-).

Extraordinary General Meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of directors is fixed at three and the number of auditors at one.
- 2.- The following have been appointed directors:
 - Mr Oscare Cicchetti, company directors, residing at Via Sallustio N. 91, I-67100 L'Aquila;
 - Mr Fernando Borgani, company director, residing at Via Fratelli Cervi 15, I-60032 Castelplanio (AN);
 - Mr Davide Dassi, company director, residing at Via Brigata Ligure 317, I-16121 Genova (GE).
- 3.- Has been appointed statutory auditor:
ATHUR ANDERSEN, Société Civile, 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.
- 4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 1998.
- 5.- The registered office of the company is established at 12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.
- 6.- The board of directors shall have the authority to delegate the daily management of the business of the company and its representation to one or several of the directors.

The undersigned notary, who knows English, states that at the request of the person appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version;

in case of discrepancies between the English and the French texts, only the English version will be binding amongst parties.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the person appearing, the same signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le premier août.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Dudelange (Luxembourg).

Ont comparu:

1. TMI TELEMEDIA INTERNATIONAL ITALIA S.p.A., avec siège social à Via del Campo Boario 19, I-00153 Roma;
 2. M. Oscare Cicchetti, administrateur de sociétés, demeurant à Via Sallustio n° 91, I-67100 L'Aquila;
- les deux ici représentés par M. Olivier Ferres, consultant, demeurant au 16, avenue du Bois, L-1251 Luxembourg, en vertu de deux pouvoirs sous seing privé établis à Rome, le 1^{er} juillet 1997.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme que les parties déclarent constituer entre elles et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} : Dénomination, Siège social, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de TMI TELEMEDIA INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., nommée TMI LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré à toute autre adresse de Luxembourg-Ville par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces. La société peut exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Titre II: Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune, libérées intégralement.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III: Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la seule signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, choisis en ou hors de son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Titre IV: Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six ans.

Titre V: Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le quinzième jour du mois d'avril à 10.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI: Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII: Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII: Disposition générale

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1997.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1998.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1. TMI TELEMEDIA INTERNATIONAL ITALIA S.p.A., prénommée,	
mille deux cent quarante-neuf actions	1.249
2. M. Oscare Cicchetti, prénommé, une action	1
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes les actions ont été libérées intégralement par des paiements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été remplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ soixante-dix mille francs luxembourgeois (LUF 70.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, les comparants ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont nommés administrateurs:
 - M. Oscare Cicchetti, administrateur de sociétés, demeurant à Via Sallustio n° 91, I-67100 L'Aquila;
 - M. Fernando Borgani, administrateur de sociétés, demeurant à Via Fratelli Cervi 15, I-60032 Castelplanio (AN);
 - M. Davide Dassi, administrateur de sociétés, demeurant à Via Brigata Ligure 317, I-16121 Genova (GE).
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
ARTHUR ANDERSEN, Société Civile, 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.
- 4.- Le mandat des administrateurs et commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'an 1998.
- 5.- Le siège social de la société est établi aux 12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.
- 6.- L'assemblée autorise le conseil d'administration à conférer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la personne comparante, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise seule fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: O. Ferres, J. Elvinger.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 août 1997, vol. 829, fol. 37, case 5. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 13 août 1997.

J. Elvinger.

(30775/211/242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

ALSO ENERVIT INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R. C. Luxembourg B 52.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 13 août 1997, vol. 496, fol. 71, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 1997.

ALSO ENERVIT INTERNATIONAL S.A.
FIDUCIAIRE MANACO S.A.

Signature

(30780/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

BEAULIENE SOPARFI S.A.,**Société luxembourgeoise de participations financières.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 42.034.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1997, vol. 496, fol. 77, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

(30788/535/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

BEAULIENE SOPARFI S.A.,**Société luxembourgeoise de participations financières.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 42.034.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 15 juillet 1997, que – Mademoiselle Martine Schaeffer, maître en droit, demeurant à Luxembourg, a été nommée nouvel administrateur pour terminer le mandat de Monsieur Paolo Angelo Sabatini, administrateur-délégué, démissionnaire.

La fonction d'administrateur-délégué ne sera pas attribuée au nouvel administrateur.

Luxembourg, le 15 juillet 1997.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 1997, vol. 496, fol. 77, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30789/535/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

BOULDER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 52.395.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, le 29 juillet 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 août 1997, vol. 834, fol. 69, case 12, que la société BOULDER S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Pour réquisition

G. d'Huart

Le notaire

(30793/207/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

BELENOS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R. C. Luxembourg B 44.011.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 13 août 1997, vol. 496, fol. 71, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 1997.

BELENOS HOLDING S.A.

Signature

(30790/545/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

CHATEAUX IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 48.732.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, le 29 juillet 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 août 1997, vol. 834, fol. 69, case 12, que la société CHATEAUX IMMOBILIERE S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Pour réquisition
G. d'Huart
Le notaire

(30799/207/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

ARKO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Strassen, 20, rue de la Solidarité.
R. C. Luxembourg B 46.333.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 11 août 1997, vol. 496, fol. 61, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 1997.

P. Lux.

(30782/698/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

CANTAS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R. C. Luxembourg B 44.170.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 13 août 1997, vol. 496, fol. 71, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 1997.

CANTAS HOLDING S.A.
Signature

(30796/545/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 1997.

MLIP MANAGEMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.

—
RECTIFICATIF

A la page 24727 du Mémorial C n° 516 du 22 septembre 1997, il y a lieu de lire: In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the twenty-fifth day of August, et à la page 24734 du Mémorial C n° 516 du 22 septembre 1997, il y a lieu de lire: Im Jahre eintausendneuhundertsiebenundneunzig, den fünfundzwanzigsten August.

(04147/XXX/8)

EUROPEAN MONEY MARKET, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 25.948.

—
Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav EUROPEAN MONEY MARKET à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse, le mercredi 26 novembre 1997 à 15.00 heures afin de délibérer sur les points suivants:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 20, alinéa 2, paragraphe b) des statuts afin de lui donner la teneur suivante: «b) emprunter pour plus de 10% de ses actifs nets».
2. Divers

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les Actionnaires doivent déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée auprès de la BANQUE NAGELMACKERS 1747.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée ne peut délibérer valablement que si la moitié du capital est représentée. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

I (04186/049/19)

Le Conseil d'Administration.

EXECUTIVE GOLF S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 58.964.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 novembre 1997 à 10.00 heures, par-devant Maître André Schwachtgen, notaire à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de la mise en liquidation de la société;
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

Pour la Société
Signature

I (04173/768/14)

WORLD BALANCED FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 2, boulevard Royal.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders shall be held at 69, route d'Esch, Luxembourg, on 28th November 1997 at 10.00 a.m. for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

- (1) to receive the report of the auditor to the liquidation;
- (2) to grant discharge to the liquidator and the auditor of the liquidation;
- (3) to grant discharge to the directors in office until the date of liquidation;
- (4) to decide to close the liquidation;
- (5) to keep all books and documents of the Fund for a period of 5 years at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.;
- (6) to note that liquidation proceeds which have not been distributed will be transferred to the Caisse des Dépôts et Consignations to be held for the benefit of the persons entitled thereto.

Shareholders are advised that at this Meeting no quorum is required and the decision will be passed by a simple majority of the shares represented at the Meeting.

Proxy forms are available at 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

In order to be valid proxies duly executed by shareholders should be mailed to BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, att: Mrs Dupont, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg so as to be received the business day preceding the Meeting at 5.00 p.m. at the latest.

I (4163/584/24)

By order of the liquidator.

**CALLANDER GRANVILLE EUROMANAGEMENT FUND S.A.,
Société d'Investissement à Capital Fixe.**

Registered office: L-1661 Luxembourg, 103, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 26.512.

The Board of Directors convenes the Shareholders of CALLANDER GRANVILLE EUROMANAGEMENT FUND S.A. (CAGREMA) to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

to be held in Luxembourg at 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg on November 28, 1997 at 2.30 p.m. with the following agenda:

Agenda:

- . Extension of the corporate life for an additional one year and consequent amendment of the first sentence of Article 2 of the Articles of Incorporation so as to read:
«The Company is established for a period of one year which shall expire on December 31, 1998.»

Owners of registered shares may attend the meeting if their name is entered in the register of shareholders at the opening of the meeting. The owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at one of the agencies of BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. in Luxembourg.

Shareholders may attend in person or by giving a proxy to any third party. Proxies are available at 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg or may be obtained upon request.

The Shareholders are advised that a quorum of fifty percent of the shares in issue must be present or represented at the meeting and must be passed by a two-thirds majority of those shares present or represented.

The draft minutes of the Extraordinary General Meeting containing the detailed amendment and the text of the Articles incorporating the proposed amendment are available for inspection at 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg or may be obtained upon request.

I (04187/007/26)

The Board of Directors.

LIGAPA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R. C. Luxembourg B 22.231.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 novembre 1997 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996;
3. Répartition des résultats au 31 décembre 1996;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice écoulé.

Les détenteurs d'actions au porteur sont obligés de déposer leurs titres au siège social ou auprès d'une banque au moins cinq jours francs avant l'assemblée pour pouvoir y assister.

I (04110/528/18)

Le Conseil d'Administration.

C.I.C. EUROLEADERS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 103, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 29.467.

Du fait que le capital social de la SICAV est devenu inférieur aux deux tiers du capital légal minimum, le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV C.I.C. EUROLEADERS à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 novembre 1997 à 14.15 heures au siège social de la BANQUE DE LUXEMBOURG, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de dissolution et de mise en liquidation de la société;
2. Désignation d'un liquidateur, détermination de ses pouvoirs et fixation de sa rémunération.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée délibérera sans condition de présence et les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité simple des voix des Actionnaires présents ou représentés.

A partir du 31 octobre 1997, toute émission et rachat d'actions seront suspendus.

II (04071/755/20)

Le Conseil d'Administration.

EUROBLICK HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 38.379.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires de notre société qui se tiendra au 8, rue des Girondins, L-1626 Luxembourg en date du 19 novembre 1997 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Elections statutaires.
5. Question de la dissolution de la société conformément à l'application de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.
6. Divers.

II (04114/000/18)

Le Conseil d'Administration.